

# LE PLAN TRUMPEUR

EL YAZID DIB

ISRAËL, PROXY AMÉRICAIN  
ET LEVIER DE DOMINATION

## Le piège tendu aux pays du Golfe

SALAH LAKOUES

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

LES GUERRES, UN PROCESSUS IMMANENT  
ÉVOLUTIF DANS LA MARCHÉ DE L'HISTOIRE

## De même pour l'Ukraine et Ghaza dans la transformation du monde

MEDJDOUB HAMED

Renée Fregosi :  
« L'indécence  
de dissenter sur un  
drapeau pendant qu'un  
peuple se fait exterminer »

SALAH LAKOUES



P. 4 à 9

### AGRICULTURE

## La génération start-up à l'épreuve des champs !

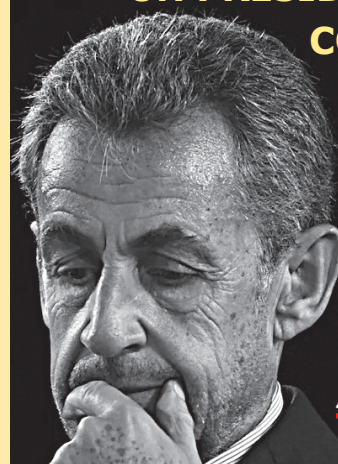
CHERIF ALI



UN PRÉSIDENT FRANÇAIS  
CONDAMNÉ À LA  
PRISON FERME

## Par-delà le cas Sarkozy

ABDELHAK BENELHADJ



## Affaire du drone malien

IBRAHIM TAOUTI

BIEN MENER SES MISSIONS  
DE CONSEIL EN MANAGEMENT  
**Professionaliser  
l'intervention de  
l'expert-comptable**

SAHEB BACHAGHA

**Livres : nos femmes,  
nos idoles inavouées !**

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH



## Ghaza Menaces sur la flottille Sumud

**Mercredi, 725<sup>e</sup> jour de l'agression sioniste contre la population civile de Ghaza et 212<sup>e</sup> jour du siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aides alimentaires.**

Mohamed Mehdi

Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 231 victimes lors des précédentes 24h (mardi), dont 51 martyrs et 180 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, précisant qu'un certain nombre de victimes est encore dans les rues ou sous les décombres et que les services des ambulances et de la protection civile ne peuvent pas atteindre en raison des bombardements.

Le bilan des victimes depuis le 7 octobre 2023 passe à 66.148 martyrs et 168.716 blessés. Depuis la rupture unilatérale du cessez-le-feu par Israël, le 18 mars 2025, le nombre de victimes des bombardements sionistes atteint 13.280 martyrs et 56.675 blessés, ajoute le ministère.

Pour les victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire, le document rapporte également que les tirs des soldats de l'armée d'occupation et des mercenaires américains de la Fondation «GHF» ont fait 4 martyrs et 57 blessés, portant le nombre total à 2.580 martyrs et 18.930 blessés.

Le ministère de la Santé a enregistré deux décès dus à la famine et à la malnutrition, dont un enfant, au cours des dernières 24 heures, portant à 455 le nombre total de décès dus à la malnutrition à 455, dont 151 enfants. Depuis la déclaration de la famine à Ghaza par l'IPC (organe de l'ONU), le 22 août 2025, le nombre de décès enregistrés a atteint 177, dont 36 enfants.

Par ailleurs, le nombre de journalistes martyrs s'élève à 254 depuis le début de la guerre génocidaire israélienne à Ghaza, suite au martyre de Sami Daoud de la chaîne Rawafed TV et de Yahya Muhammad Barzaq qui travaillait pour plusieurs médias, a annoncé hier le Bureau des médias du gouvernement.

Hier, l'armée sioniste a bombardé «la dernière portion du mur de clôture de l'hôpital des Martyrs d'al-Aqsa, pour la 15<sup>e</sup> fois depuis octobre 2023, ce qui prouve que le crime systématique contre le système de santé dans la bande de Gaza se poursuit», a indiqué le Bureau des médias du gouvernement dans un autre communiqué.

### LES FEMMES DE GHAZA PRIVÉES DE DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN DEPUIS DEUX ANS

«Pour la deuxième année consécutive, les femmes de Ghaza ont été privées de protocoles et de programmes de dépistage précoce pour la prévention, le diagnostic et le traitement du cancer du sein», a déclaré, mercredi, le ministère de la Santé à l'occasion de la journée internationale «Octobre rose» de lutte contre le cancer du sein. Le communiqué affirme qu'en raison des attaques continues de l'armée sio-

niste contre les hôpitaux, «l'efficacité des protocoles préventifs mis en œuvre à Ghaza est incertaine en raison de la destruction des centres de soins primaires et des services d'examen diagnostique et d'imagerie», ajoutant que «les femmes diagnostiquées avant et pendant la guerre ne bénéficient pas des soins spécialisés et du suivi médical les plus élémentaires».

«Les traitements anticancéreux sont parmi les services les plus touchés par la pénurie de médicaments et de fournitures médicales, en particulier pour le cancer du sein», et que «le manque d'une alimentation saine et équilibrée a eu des conséquences désastreuses sur les femmes atteintes de cette maladie», précise encore le ministère. «La fermeture des points de passage, l'interdiction des médicaments, la destruction des centres de traitement spécialisés et la détérioration des conditions économiques et de vie aggravent l'état de santé de nombreux cas», lit-on dans le communiqué qui rappelle que la radiothérapie n'est plus disponible dans la bande de Ghaza.

### INTIMIDATIONS

Dans un communiqué publié mercredi, la «Global Sumud Flotilla» a fait état d'intimidations des navires de la flottille de la part des forces navales israéliennes.

«Aux premières heures de ce matin, les forces navales d'occupation israéliennes ont lancé une opération d'intimidation contre la flottille Global Sumud. L'un de nos navires de tête, l'Alma, a été encerclé de manière agressive par un navire de guerre israélien pendant plusieurs minutes. Au cours de l'incident, les communications à bord, y compris nos émissions en circuit fermé, ont été désactivées à distance et le navire de guerre s'est approché dangereusement, obligeant le capitaine à effectuer une manœuvre d'évitement brusque pour éviter une collision frontale», lit-on dans le communiqué.

La déclaration ajoute que «peu après, le même navire de guerre a pris pour cible le Sirius, répétant des manœuvres de harcèlement similaires pendant une longue période, avant de finalement partir».

«Ces manœuvres imprudentes et intimidantes ont exposé les participants à un grave danger. La flottille mondiale Sumud est une mission pacifique et non violente qui transporte de l'aide humanitaire et des civils de plus de 40 pays. Interférer avec notre passage est illégal et toute attaque ou interception constitue un crime de guerre», rappelle le communiqué, assurant que «malgré ces actes d'agression, la flottille poursuit sa route avec détermination» pour «contester le siège illégal d'Israël sur Ghaza, soutenir le peuple palestinien et acheminer de l'aide à une population assiégée confrontée à la famine et au génocide».

## Entretien téléphonique entre Tebboune et l'Emir du Qatar

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a eu, mardi, un entretien téléphonique avec son frère, l'Emir de l'Etat du Qatar, son Altesse Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, lors duquel il l'a remercié pour tous les efforts qu'il déploie, ainsi que l'Etat du Qatar, en faveur de la cause palestinienne, en dépit de l'agression récente qu'a subie son pays, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu ce jour un entretien téléphonique avec son frère, l'Emir de l'Etat du Qatar, son Altesse Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, lors duquel il l'a remercié pour tous les efforts qu'il déploie, ainsi que l'Etat du Qatar, en faveur de la cause palestinienne, malgré la récente agression qu'a subie son pays, l'encourageant à poursuivre ces ef-



forts afin que soit levée l'injustice faite au peuple palestinien frère", lit-on dans le communiqué.

A cette occasion, le président de la République a également évo-



qué avec son frère, l'Emir de l'Etat du Qatar, les relations bilatérales fortes, et "sont convenus d'une rencontre prochaine entre eux", selon la même source.

## ANALYSE

Mustapha Aggoun

### La chronique abjecte d'un renégat

Certains hommes embrassent la lumière, au prix des menaces, de l'exil et parfois même de leur vie. Et il en est d'autres qui choisissent les recoins obscurs, là où la compromission se maquille en bravoure, là où la reconnaissance facile supplante la dignité exigeante. Mohamed Sifaoui appartient à cette seconde catégorie. Sa carrière, il ne l'a pas bâtie sur la vérité ni sur l'héritage glorieux d'un peuple qui a su, en 1962, briser l'une des plus implacables machines coloniales de l'histoire. Non, il l'a construite sur la haine de soi, sur le reniement permanent et sur une fidélité sans faille aux puissants qui l'applaudissent chaque fois qu'il insulte ses origines.

Depuis des années, sa plume n'a d'autre fonction que celle d'un marteau de démolition. Démolition de l'Algérie, qu'il dépeint inlassablement comme une société figée, archaïque, incapable de modernité. Démolition de l'Islam, réduit dans ses écrits à une fabrique de fanatiques et à un carcan d'obscurantisme. Démolition, enfin, de toute mémoire collective : il voudrait effacer des consciences que les peuples arabes et musulmans ont porté, eux aussi, des idéaux de liberté, de justice et de dignité universelle. On pourrait croire à un intellectuel soucieux de provocation et de débat. Mais ce serait déjà trop l'honorer. Sifaoui ne débat pas, il condamne. Il ne nuance pas, il stigmatise. Il ne cherche pas la complexité, il cultive la caricature. Ses tribunes, ses livres, ses apparitions médiatiques en France sont calibrés comme des produits de consommation : ils servent à nourrir les vieux clichés coloniaux qui survivent encore dans certains cercles parisiens — ces cercles où l'on aime qu'un « bon indigène » vienne confirmer que son peuple est irrémédiablement voué au chaos et que l'Islam n'est qu'un obstacle à la civilisation. Or, l'histoire nous rappelle que d'autres, venus du même monde colonisé, ont suivi des voies infiniment plus dignes. Frantz Fanon, avec 'Les Damnés de la Terre', a donné aux opprimés du monde entier une arme intellectuelle contre l'asservissement. Kateb Yacine, avec 'Nedjma', a fait résonner l'âme algérienne en plein tumulte. Même Albert Camus, avec toutes ses contradictions, n'a jamais choisi de transformer son peuple en objet de haine systématique. À côté de ces figures, Mohamed Sifaoui apparaît pour ce qu'il est : un nain de la pensée, un polémiste de seconde zone, un homme sans épaisseur.

Ce qui caractérise son parcours, c'est cette logique éternelle du « bon indigène », l'auxiliaire de service, celui que l'on caresse dans le sens

du poil parce qu'il alimente l'image attendue : l'image d'un peuple incapable de se sauver lui-même, d'une religion vouée au malheur. Dans l'histoire coloniale, ces profils étaient légion : interprètes, supplétifs, collaborateurs. Tous partageaient le même destin : quelques miettes de reconnaissance et l'oubli, car ils ne servaient que le temps d'une domination.

Et voici qu'aujourd'hui, Mohamed Sifaoui pousse la surenchère jusqu'au bout : « je suis sioniste », clame-t-il. Cette déclaration n'est pas qu'une provocation. C'est un aveu. Dans un moment où Ghaza est martyrisée, où les Palestiniens subissent une tragédie qui résonne avec les pages les plus sombres de l'histoire coloniale, revendiquer le sionisme, c'est tourner le dos à toute mémoire anticoloniale, c'est cracher sur les martyrs algériens, c'est renier le serment de dignité inscrit dans le sang de Novembre 1954. L'Algérie, depuis son indépendance, a tenu une ligne claire et courageuse : soutien indéfectible à la Palestine, fraternité avec les peuples en lutte, fidélité à la mémoire universelle des opprimés. De Boumedienne à Mandela, de Sankara à Arafat, l'Algérie n'a jamais vacillé. Mais Sifaoui, lui, préfère la rupture. Il se range du côté des vainqueurs du moment, des bombes, des chars, des colons. Ce choix n'est pas seulement une erreur : c'est une infamie. Que restera-t-il demain de ce parcours de reniement ? Rien d'une œuvre, rien d'une pensée, rien d'un héritage. Seulement l'image d'un mercenaire idéologique qui a bradé son honneur contre une visibilité passagère. Fanon écrivait : « Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, l'accomplir ou la trahir. » Mohamed Sifaoui a trahi. Trahi son pays, trahi sa culture, trahi la mémoire des siens.

Et au rythme où va sa dérive, il n'est pas loin le jour où, pour parachever sa métamorphose, il troquera même son nom pour se faire appeler Cohen ou Ishak, croyant ainsi effacer les dernières traces de ses racines qu'il méprise tant. Car c'est cela, au fond, le drame des hommes comme lui : ne jamais trouver la paix dans la fidélité, et se condamner à courir derrière l'approbation des autres, quitte à se renier jusqu'au bout.

En vérité, Mohamed Sifaoui n'est pas un écrivain, ni un journaliste, ni même un intellectuel : il est un symptôme. Le symptôme de ce que produit le mépris de soi quand il devient une stratégie de carrière. Mais qu'il se rassure ou qu'il s'inquiète : son nom, ou celui qu'il choisira demain, ne pèsera jamais face à la mémoire immuable de ceux qui ont su rester fidèles à la lumière, quand bien même elle brûlait leurs pas.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20

**Imp.: Oran:** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger:** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine:** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail:** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)

[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Diffusion:** Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail:** [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



Attaques du PM malien  
contre l'Algérie

Une diversion pour  
masquer les échecs  
des putschistes

Des experts ont souligné que le discours prononcé par le Premier ministre malien à l'Assemblée générale des Nations unies, dans lequel il a attaqué l'Algérie, n'était qu'une diversion visant à masquer les échecs cuisants des militaires putschistes au pouvoir, que le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a sévèrement recadré devant la même tribune onusienne.

Les déclarations du Premier ministre malien "sont regrettables. Ce qu'il faut comprendre, c'est que cette junte nous a habitués à quelque chose. Chaque fois qu'elle se retrouve dans des situations dans lesquelles elle doit satisfaire les besoins élémentaires des populations, elle crée des ennemis artificiels", a indiqué à la Radio nationale, mercredi, Etienne Fakaba Sisoko, professeur d'université contraint à l'exil et opposant à la transition au Mali.

Il a assuré que le peuple malien, dans sa majorité, était "reconnaissant" envers l'Algérie qui a consenti d'énormes efforts en faveur de la paix et de la sécurité dans leur pays.

Il a notamment salué la réponse forte de M. Ahmed Attaf lors de son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU.

"Je suis particulièrement heureux de voir que dans son discours, le ministre des Affaires étrangères algérien, reconnaît que le peuple malien ne mérite pas la gouvernance actuelle et le calvaire qu'il (endure) par la faute malheureusement d'une junte qui s'accroche désespérément au pouvoir et n'arrive pas à produire des résultats satisfaisants pour les populations", a souligné l'intervenant.

De son côté, la chercheure au centre d'études africaines de l'université de Porto au Portu-

gal, Isabelle Lorencó a fait observer que les militaires putschistes précipitent le Mali dans l'isolement.

"Au Mali, il faut constater que les autorités militaires cherchent avant tout à isoler le pays et la population en privilégiant leurs propres intérêts personnels. Cette stratégie, loin de renforcer la stabilité, contribue au contraire, à fragiliser la société et à accentuer les questions internes", a-t-elle expliqué.

Sur le plan international, elle a fait remarquer que le choix d'alliances des putschistes maliens "ne servent pas réellement la cause d'une Afrique unie et souveraine, mais tend à marginaliser davantage le Mali dans son environnement régional et continental".

"En définitif, l'isolement mené par les dirigeants militaires, devient en lui-même un facteur d'instabilité qui compromet l'avenir du pays", a-t-elle ajouté.

Dans son allocution prononcée lundi lors du segment de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU, M. Attaf avait affirmé que "la République du Mali ne peut être réduite à une junte qui n'envisage l'avenir de son pays qu'à travers le prisme de s'accrocher au pouvoir et de dominer son peuple".

Il a toutefois, assuré, que "la main de l'Algérie reste tendue, ses efforts demeurent constants et son réservoir de patience n'est pas, et ne sera jamais épuisé pour faire prévaloir les liens qui l'unissent à ses frères maliens, des liens qui restent inébranlables par de tels facteurs conjoncturels, malgré leurs effets néfastes et la bassesse de leurs auteurs".

Il a souligné également que ce pays frère est bien au-dessus de tous ces putschistes conspirateurs.

Air Algérie renforce  
ses vols domestiques

La compagnie Air Algérie a annoncé le renforcement de son programme de vols domestiques par 103 vols supplémentaires hebdomadaires, soit 15.164 sièges additionnels, à partir du 26 octobre prochain, et ce en réponse à la demande croissante et dans le cadre de l'élargissement des services de la compagnie à travers les différentes régions du pays, selon un communiqué d'Air Algérie. Un total de 84 de ces nouveaux vols sera assuré par Air Algérie, soit 11.500 sièges additionnels, tandis que 19 vols seront pris en charge par la compagnie Domestic Airlines, filiale d'Air Algérie, soit 3664 sièges hebdomadaires, permettant ainsi de renforcer la couverture vers les différentes destinations nationales, a précisé la source.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une "vision nationale à même d'assurer l'égalité des

chances en matière de développement et à fournir des services contribuant au soutien de la dynamique socioéconomique et touristique". Elle traduit également "l'engagement de la compagnie à développer le transport aérien national à travers la mise à disposition de services sûrs et fiables, répondant aux aspirations des citoyens", a souligné le communiqué.

Air Algérie poursuit ses efforts visant à "moderniser sa flotte et à adopter des solutions innovantes pour améliorer les conditions de voyage et rehausser la qualité de ses services, renforçant ainsi sa place en tant qu'acteur majeur du transport aérien".

La compagnie Domestic Airlines, filiale d'Air Algérie, a été créée au mois d'août dernier, suite au transfert de propriété de la compagnie Tassili Airlines, du groupe Sonatrach à Air Algérie.

Gouvernance des migrations  
Un projet de partenariat lancé

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a supervisé, mercredi à Alger, le lancement d'un projet de partenariat et de coopération entre l'Algérie et le Centre international de développement des politiques migratoires (ICMPD), en vue de renforcer les capacités dans le domaine de la gouvernance des migrations.

Ont pris part à la cérémonie de lancement de ce projet, le Directeur général de l'ICMPD, M. Michael Spindelegger, le Directeur général des affaires consulaires et de la communauté nationale à l'étranger au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Rachid Medah, le vice-directeur général de la migration internationale

au ministère de l'Asile et de la Migration des Pays-Bas, Victor Cramer, le sous-directeur du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) en Suisse, Hendrick Krauskopf, ainsi que l'ambassadrice du Danemark en Algérie, Katrine From Hoyer.

Dans une allocution qu'il a prononcée à cette occasion, M. Sayoud a indiqué que ce projet se veut "un maillon de la chaîne de coopération constructive entre les autorités algériennes, l'ICMPD, le Danemark, les Pays-Bas et la Suisse".

Le ministre a tenu à rappeler "l'attachement de l'Algérie à renforcer son adhésion aux efforts internationaux à travers la ratification de plusieurs conventions et de traités" y afférents, particulièrement ceux "relatifs aux droits

de l'Homme et à la dignité des migrants", ajoutant qu'elle a œuvré, dans le même temps, à protéger "ses intérêts nationaux et à préserver des relations constructives et respectueuses avec les pays du voisinage, conscient que la coordination et la coopération constituent la voie la plus à même de faire face aux défis communs". Dans ce cadre, il a souligné que "l'Algérie n'a pas omis la dimension humanitaire dans le traitement de ce phénomène, ayant adopté des mesures concrètes fondées sur les principes des droits de l'Homme", à travers "la mobilisation de ressources humaines, financières et matérielles considérables pour assurer la prise en charge des migrants en situation irrégulière, en garantissant leur dignité".

Laisant place à un nouveau modèle

L'usine de Tafraoui ne produira plus de Fiat 500

La société Fiat El Djazaïr a annoncé, mercredi dans un communiqué, la réorientation de production industrielle à l'usine de Tafraoui (Oran), avec l'arrêt d'une ligne existante pour laisser place à un nouveau modèle de véhicule qui sera introduit prochainement sur le marché national. "Dans le cadre de l'introduction prochaine du nouveau modèle Fiat Grande Panda

et afin de mieux satisfaire les attentes de notre clientèle, la production de la Fiat 500 à l'usine de Tafraoui cèdera sa place à ce nouveau véhicule, marquant une nouvelle ère pour la marque Fiat en Algérie", est-il indiqué dans le communiqué.

Les dernières livraisons de la Fiat 500 seront assurées conformément aux engagements pris avec les clients,

souligne Fiat El Djazaïr ajoutant que les futurs clients intéressés par la Grande Panda pourront s'inscrire sur le site de la société dès l'ouverture officielle des commandes, dont la date sera annoncée prochainement.

Parallèlement, les personnes déjà inscrites pour l'acquisition d'une Fiat 500 seront contactées afin de leur proposer de passer à la Grande Panda, a-t-elle fait savoir.

Algérie Télécom  
Ajustement des horaires de travail  
des Agences commerciales

Les horaires de travail au niveau des agences commerciales de l'entreprise "Algérie Télécom" sont fixées, depuis mercredi, de 8h00 à 18h00, a

annoncé l'entreprise dans un communiqué. Les agences commerciales d'Algérie Télécom "continueront à assurer leurs services à la clientèle durant

la période hivernale, selon l'horaire suivant : du samedi au jeudi, de 8h00 à 18h00, et ce à compter du 1er octobre 2025", a précisé la même source.



Laala Bechetoula

**Il ne s'agit pas d'un simple dérapage médiatique, mais d'une chute morale totale. En diffusant un «enregistrement attribué à Gamal Abdel Nasser et destiné à minimiser le rôle de l'Algérie en 1967, la chaîne Al-Arabiya a franchi la ligne rouge : fabriquer le faux pour réécrire l'Histoire.**

**Ce « document » n'a ni cote d'archives, ni source identifiable, ni trace dans les discours dûment répertoriés de Nasser. Il n'est rien d'autre qu'un deepfake grossier, une construction numérique qui trahit moins Nasser que ceux qui l'ont produite. Or les faits sont indélébiles.**

**En octobre 1973, des escadrons algériens de MiG-21 et de Su-7 ont combattu dans le ciel égyptien. Une brigade blindée d'Alger, forte de 150 chars, a rejoint la ligne de front. Et sur**

**La vérité face à la falsification : quand l'information devient une arme contre la mémoire**

**tout, l'Algérie a déposé près de 200 millions de dollars à Moscou pour financer l'armement de l'Égypte et de la Syrie.**

**Ces réalités sont inscrites dans les archives de Moscou et de Washington, citées dans les études militaires occidentales, et reconnues par les officiers égyptiens eux-mêmes.**

**La manœuvre est claire : saper le rapprochement algéro-égyptien, empoisonner la mémoire commune, préparer le terrain à la normalisation avec Israël. Mais cette entreprise échouera. Les peuples savent distinguer entre mémoire vécue et manipulations numériques.**

**L'Histoire n'est pas à vendre. Le sang versé ne se falsifie pas. L'Algérie et l'Égypte resteront côte à côte, au-delà des mensonges d'un média dévoyé.**

Le «Commandant Azzedine»  
sera transféré à l'étranger pour des soins

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherift, a rendu visite, mercredi, au moudjahid symbole, le commandant Rabah Zerari, dit "Commandant Azzedine", à la veille de son transfert à l'étranger pour poursuivre des soins, après la prise en charge de son cas par les hautes autorités du pays, indique un communiqué du ministère. Cette visite s'inscrit dans le cadre de "l'attention particulière accordée par l'Etat aux symboles de la Révolution, en reconnaissance de leurs sacrifices incommensurables".

A cette occasion, le ministre a souligné que "cette initiative intervient en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour une prise en charge adéquate des moudjahidine qui représentent la mémoire vivante de la Nation, en guise de reconnaissance à leurs sacrifices pour la patrie".

Le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit a réaffirmé son engagement "à suivre de près l'état de santé des moudjahidine, à travers un accompagnement médical et social permanent, en consécration des va-

leurs de loyauté et de la culture de reconnaissance".

Le Commandant Azzedine est l'une des grandes figures de la glorieuse Guerre de libération. Il s'est illustré en tant qu'officier de l'Armée de libération nationale dans la wilaya IV historique. Il a dirigé le "Commando Ali Khodja" dans des batailles mémorables. Il était également membre du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA) et occupa le poste d'adjoint au Chef d'état-major général de l'ALN, ce qui fait de lui l'un des principaux artisans de l'Indépendance nationale.



# ■ Le plan Trumpeur



Par El yazid Dib

**L**a paix dans ce contexte doit être le fruit d'une négociation mûrie. Voilà que l'on se trouve dans les clauses d'un contrat d'adhésion, d'un plan d'annexion de volonté. Un leurre, un plan Trumpeur.

C'est vraiment inouï ce qui attend le proche orient et toute la région comme redéploiement politique. Un plan trompeur, inégal et déséquilibré. La guerre en fait ou la paix, n'obéit qu'à la logique de la force. Tu en manques tu meurs. Ce n'est ni une question de Droit international, ni d'égalité entre les peuples. Cette logique implacable place le plus fort au sommet du monde.

A quoi aurait servi cette cascade de reconnaissance d'un Etat palestinien qui s'est abattue récemment à partir du siège de l'ONU ? Du bluff. De la poudre aux yeux au lieu de retirer la poudre des canons qui sévissent encore. Un État avec un territoire spolié, colonisé, sans pouvoirs publics n'est qu'un faux papier timbré. Une coquille vide de substance.

**L**es deux intouchables ont convenu de projeter un avenir pour les palestiniens sans eux. Un avenir à tisser sans ses légitimes acteurs. Ils décident ce qui les arrange sans nul égard aux avis des autres. L'on a dessiné déjà un Ghaza sans ses enfants, sans ses représen-

tants, sans Hamas ni même l'autorité de Mahmoud Abbas. Cette autorité qui s'est comportée, le drame durant, comme spectateur, quand elle n'ajoutait pas de l'huile sur le feu en traitant la résistance de « fils de chienne ». La voilà, à son tour hors temps. C'est ça le lot de toute félonie, de tout à-plat-ventrisme. Une vierge effarouchée n'a pas à rougir devant son maquereau, comme une veuve joyeuse n'a pas à pleurer le temps de ses premières noces.

**L**e plan de régler le conflit n'est qu'une vitrine médiatique attribué, par tromperie à Trump, alors que toutes ses clauses sont la sève éditoriale de l'entité. Il est conçu spécialement pour être refusé par Hamas, ce qui va ouvrir davantage les portes de l'enfer qui dure.

Trump, sans teint paraît tout démuné devant son interlocuteur. Il a perdu la parole, ne faisant qu'acquiescer ce que dicte son « maître », allant jusqu'à ne rien dire au refus de Netanyahu de se livrer aux questions des journalistes. Sans son panache habituel ni ses vilaines dérisions par lesquelles il avait tendance à humilier ou amoindrir le statut de ses visiteurs entre monarques et chefs d'état ; il s'était mis tout petit sous les desiderata du criminel sioniste.

Tous les dépassements lui sont permis. Personne n'ose arrêter sa folie, des pays européens aux autres puissances de l'Est, passant par leurs succursales sous turban arabo-musulman.

Malgré tout plan, il n'y aura pas de cessez-le-feu dans l'immédiat. Le criminel Bibi tient mordicus à achever son œuvre macabre. Les États Unis de Trump lui ouvrent toutes les

voies pour le faire. Il veut plus que le démantèlement de Hamas et de sa démilitarisation. Il aspire à changer le peuple palestinien à défaut de pouvoir l'exterminer.

Quant aux otages, ils ne pèsent plus lourd, ni dans son cœur, ni dans la balance des négociations avortées par avance. Ce sont le dernier alibi à brandir pour justifier l'horreur.

Ainsi le plan collé à Trump n'est pas un projet d'accord, c'est une feuille de route pour finaliser la domination. Non pas une formule pour une paix durable, mais une légitimité d'occupation. Une couverture à l'éternelle impunité. Autrement dit, un camouflet face à la théorie factice des deux Etats, prônée par la communauté internationale et un avortement des propositions franco-saoudiennes.

**C**ela fait deux ans que l'abominable masacre se perpétue à Ghaza sans que le monde civilisé, puissant, tout armé ne puisse faire cesser le feu ou rompre le goulot d'étranglement alimentaire. Une couverture dans les formulations les moins crédibles et se figent dans des communiqués de protestation et de consternation. Ils condamnent, à tue-tête sans passer à l'exécution de l'arrestation du principal condamné criminel de guerre, recherché par la justice internationale.

Le Proche-Orient n'appartient plus aux siens. Ces derniers survivent au rythme passionnel de la maison blanche et des délires de son chou-chou de protégé. Tous les pays de la région, notamment ceux qui lui sont limitrophes, n'ont plus de capacités, ni même la pré-

tention d'être pour une aide quelconque à un peuple pris en tenaille aux pires violences.

Aucun pays n'a d'ailleurs pu critiquer ce plan ou marqué l'infime observation, si ce n'est la gesticulation autour de la rengaine bien huilée, d'encourager toute action allant vers la voie de la paix. Aucun pays arabe ou musulman n'a été mis dans l'axe du plan. Qatar s'embrouille dans ses propres complexités de boîte aux lettres.

Leur unique souci c'est de monnayer, au prix d'une dignité bafouée pour sauver leur peau. Les trônes trébuchent, les leaderships s'enlisent et toutes leurs généfluxions n'ont rien apporté.

**A**vrai dire, il n'y aura rien comme droits aux populations autochtones de la part de ces traceurs d'avenir à distance. C'est un grand leurre de croire que les États-Unis sont pour la paix. Refuser déjà l'option des deux Etats renseigne bien sur le dessein à réserver à une telle initiative pourtant l'ultime solution. L'illusion de la Riviera, des complexes luxueux, d'un littoral paradisiaque sur les côtes ensanglantées de Ghaza, tient toujours sa trajectoire, selon ce plan Trumpeur. Ce plan de « paix » va devenir un POS (plan d'occupation du sol), un programme d'urbanisme. De la prémonition humaine à la promotion immobilière. C'est ce « conseil de la paix » auquel sera confiée la reconstruction de la bande, présidé de surcroît par Trump en personne, qui va se transformer en une entreprise gigantesque de réalisation. De la cause foncièrement palestinienne au tissu foncier américain.

Quand Trump déclare que « tous les Etats arabes, musulmans et Israël sont d'accord avec ce plan » et que personne ne bouge pour le corroborer ou le démentir ; c'est que la lame est déjà sur la gorge de Hamas.

Ce Hamas qui ne lui reste rien comme potentiel d'attaque ou force de frappe, va-t-il se résigner à se faire oublier ? Tout a été détruit. Plus de plateformes de lancement de missiles, plus de tunnels mystérieux. Tous les chefs légendaires ont été décapités, chose qui a, à ce jour empêché le mouvement de nommer un chef ou un guide. La direction est devenue collégiale et impersonnelle. Il lui reste cependant, cette ferme résolution de ne pas abandonner le combat. De le réinventer.

Pensez-vous qu'après deux années de calvaire et de carnage, des centaines de milliers de morts, une ville en ruine, totalement rasée, un soutien universel à la cause, un important gain diplomatique ; Hamas va-t-elle tout simplement disparaître de son destin ?

Les jours à venir dévoileront les intentions. Ce plan dans son format unilatéral n'assure aucune sécurité à Israël. Le pire est à venir pour tous. Néanmoins, il n'y a rien à perdre pour une personne qui a tout perdu. Perdre une bataille, une guerre n'a jamais signifié un abandon ou une capitulation. Un arbre peut, selon les saisons perdre ses feuilles, mais garde toujours ses racines. Il suffit d'un ciel clémente, d'un effort quelconque et la vie s'apprête, plus aguerrie à reprendre son cours. L'histoire comme l'arabe est têtue.

## ■ Renée Fregosi : «l'indécence de dissenter sur un drapeau pendant qu'un peuple se fait exterminer»

Par Salah Lakoues

**D**ans un entretien accordé au Figaro, Renée Fregosi, philosophe et politologue, réduit le drapeau palestinien à une invention idéologique de la guerre froide et à un simple instrument d'une révolte tiers-mondiste. En s'attachant à délégitimer ce symbole, elle illustre une approche marquée par une légèreté indécence face aux milliers de morts à Gaza, tout en confirmant une posture idéologique qui justifie les violences d'Israël au nom d'un prétendu universalisme occidental.

**RENÉE FREGOSI OU L'ART D'HABILLER L'IDÉOLOGIE EN PHILOSOPHIE**

Il est des penseurs qui élèvent la conscience, et d'autres qui l'endorment. Renée Fregosi appartient à cette seconde catégorie : elle ne pense pas, elle justifie. Elle ne questionne pas, elle assène. Elle n'éclaire pas, elle obscurcit. Derrière ses airs de philosophe, elle n'est qu'une idéologue campée sur une certitude : l'Occident et Israël ont toujours raison, leurs ennemis toujours tort.

**PHILOSOPHIE DE L'INDÉCENCE**

Qu'une philosophe puisse dissenter longuement sur le drapeau palestinien en le réduisant à une invention de la guerre froide, pendant que Gaza brûle et que ses habitants meurent par milliers, voilà le degré zéro de la pensée. C'est la légèreté de salon, la philosophie de plateau télé : transformer un symbole de survie et de dignité en simple outil de manipulation idéologique, comme si les corps ensevelis sous les décombres n'étaient que notes de bas de page.

**QUAND LA TORTURE DEVIENT DOCTRINE**

Sur la guerre d'Algérie, Fregosi reprend à son compte la rhétorique des généraux Massu, Salan et Bigeard. Pour elle, les camps de regroupement, la torture, la guerre psychologique seraient des « doctrines », des modèles exportables vers l'Amérique latine. Elle oublie que ces méthodes ont broyé des vies, déshumanisé des peuples, et laissé des cicatrices indélébiles. Elle appelle « analyse » ce qui n'est qu'une apologie voilée de la contre-insurrection coloniale.

**L'UNIVERSALISME AMPUTÉ**

Renée Fregosi aime brandir l'universalisme occidental comme un talisman. Mais son universalisme est borgne : il ne voit que les crimes des autres. Israël, pour elle, est l'avant-poste héroïque de la démocratie. Les bombes larguées sur Gaza ? De la légitime défense. Les milliers de morts ? Des « conséquences collatérales ». Elle répète la rhétorique des chancelleries comme une prière mécanique, refusant de voir que ce double standard détruit précisément les valeurs qu'elle prétend défendre.

**L'IDÉOLOGUE CONTRE LE PHILOSOPHE**

Fanon écrivait que la colonisation est « violence à l'état de nature » et que la lutte de libération est une réponse vitale. Sartre dénonçait le système colonial qui transforme la violence en destin. Arendt rappelait qu'aucune cause ne justifie la banalisation du mal. Ces penseurs affrontaient la complexité et la tragédie du réel. Fregosi, elle, simplifie à outrance, colle des étiquettes, réduit l'histoire à un duel de civilisation. Elle n'a ni la profondeur

dialectique de Sartre, ni la radicalité lucide de Fanon, ni l'exigence morale d'Arendt.

**LA PAUVRETÉ DE LA PENSÉE TRAVESTIE EN RIGUEUR**

Chez Fregosi, tout est inversé : le décolonialisme serait une menace, non pas une critique. L'antisionisme, toujours un masque de l'antisémitisme. Le Sud global, une coalition sans âme, animée seulement par la haine de l'Occident. Elle essentialise, caricature, stigmatise, tout en accusant les autres de manichéisme. La faiblesse philosophique se cache derrière une pseudo-rigueur politologique.

Renée Fregosi ne fait pas de philosophie : elle fabrique des justifications. Elle habille l'idéologie de concepts creux. Elle transforme la tragédie en rhétorique, le massacre en légitime défense, le drapeau en artifice. Dans un monde où les bombes tombent sur des écoles et des hôpitaux, sa légèreté face aux morts de Gaza n'est pas seulement une faiblesse intellectuelle : c'est une faute morale.

Fanon, Sartre, Arendt ont pensé la violence pour la dépasser. Fregosi la pense pour la légitimer. Voilà la différence entre une philosophie et une idéologie.



Israël, proxy américain et levier de domination

# Le piège tendu aux pays du Golfe

Par Salah Lakoues

Loin d'ouvrir une perspective crédible à une coexistence entre Israéliens et Palestiniens, ce projet visait surtout à légitimer la mainmise israélienne sur Gaza et à remodeler les rapports de force dans le Golfe. Le refus catégorique de Benjamin Netanyahu d'accepter la création d'un État palestinien a confirmé cette logique : Israël n'est pas un acteur autonome dans ce scénario, mais un proxy des États-Unis, utilisé comme levier de domination sur les monarchies du Golfe.

La récente frappe israélienne contre le Qatar - médiateur central dans la crise de Gaza - illustre cette stratégie. Derrière l'apparente irrationalité de cette escalade se cache une méthode : semer la panique dans le Golfe pour contraindre ses dirigeants à se rallier au plan américain. Israël joue ici le rôle de gendarme régional, substitut des interventions militaires directes des États-Unis, mais porteur du même objectif : imposer une architecture sécuritaire centrée sur Washington, au détriment de l'autonomie politique des pays arabes et des droits du peuple palestinien.

## ISRAËL, GENDARME ET LEVIER DES ÉTATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT

L'histoire de la relation israélo-américaine montre une continuité frappante. Dès la création de l'État d'Israël en 1948, Washington l'a soutenu politiquement et financièrement, voyant en lui un allié stratégique face au nationalisme arabe et à l'influence soviétique. Après la guerre des Six Jours (1967), Israël devient une base avancée pour les États-Unis dans la région. Son armée, dotée de technologies américaines, agit comme un multiplicateur de puissance. Là où les États-Unis risqueraient un enlèvement coûteux, Israël peut intervenir, parfois avec une brutalité assumée, en sachant qu'il bénéficie d'une couverture diplomatique et militaire totale de Washington. Cette logique s'apparente à celle du proxy : déléguer la coercition à un acteur local pour réduire le coût politique et financier des interventions directes. En ce sens, Israël n'est pas seulement un allié, il est une extension armée de la stratégie américaine au Moyen-Orient.

## LE GOLFE COMME CŒUR DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE

Depuis la découverte de ses immenses réserves

**Le faux espoir d'un « plan de paix ». Lorsque Donald Trump a présenté son « plan de paix » en 20 points pour le Moyen-Orient, beaucoup y ont vu une opération de communication plus qu'une véritable initiative diplomatique.**

pétrolières, le Golfe est au centre de la politique américaine. La guerre du Golfe en 1990-91 a montré la capacité des États-Unis à mobiliser une coalition internationale pour défendre l'Arabie Saoudite et libérer le Koweït. Mais elle a aussi révélé une dépendance : sans l'appui américain, les monarchies ne peuvent pas assurer leur sécurité.

L'invasion de l'Irak en 2003 a marqué un tournant. L'échec américain à imposer un nouvel ordre régional par la force a montré les limites de l'intervention directe. Washington a alors renforcé son recours à Israël pour maintenir la pression : au lieu de déployer massivement ses propres troupes, il lui suffisait d'armer et de protéger un allié capable de frapper, de déstabiliser et de contraindre.

Ainsi, le Golfe est devenu l'échiquier central où Israël joue le rôle de pièce avancée dans la stratégie américaine.

## LA SUPERCHERIE DES ACCORDS D'ABRAHAM

Présentées comme une « avancée historique vers la paix », les Accords d'Abraham ont en réalité été une supercherie politique. Ils ont normalisé les relations entre Israël et plusieurs monarchies du Golfe sans régler la question palestinienne.

Pour Donald Trump, l'objectif n'était pas de bâtir une paix juste, mais de transformer les monarchies en sponsors financiers de Gaza, sous contrôle israélien. Ces accords permettent à Washington et à Tel-Aviv de diviser les pays arabes : en intégrant les Émirats arabes unis et Bahreïn dans une normalisation, ils isolaient le Qatar, qui refusait de renoncer à son soutien au Hamas et à son rôle de médiateur.

Les Accords d'Abraham ne sont pas des instruments de coexistence, mais des outils de domina-

tion, destinés à renforcer le contrôle américain et israélien sur les dynamiques internes du Golfe.

## L'ATTAQUE CONTRE LE QATAR : LA POLITIQUE DU FOU

La frappe israélienne sur le Qatar a marqué un tournant. En s'attaquant à un pays où se trouve une importante base militaire américaine, Israël a franchi une ligne rouge apparente. Mais cette escalade s'inscrit dans la logique de la « politique du fou », théorisée sous Nixon : afficher une irrationalité volontaire pour déstabiliser l'adversaire et l'amener à céder par crainte d'une escalade incontrôlable.

Sous le gouvernement Netanyahu, épaulé par Ben-Gvir et Smotrich, cette stratégie prend une dimension nouvelle : elle associe nationalisme religieux, surenchère militaire et brutalité diplomatique. Le message adressé aux pays du Golfe est clair : vous n'êtes en sécurité que si vous vous alignez sur Israël et Washington.

Cette attaque, loin d'être une erreur, est un signal. Elle vise à créer une panique régionale, isoler le Qatar et accélérer la normalisation contrainte des monarchies avec Israël.

## LES DILEMMES STRATÉGIQUES DES PAYS DU GOLFE

Face à cette pression, les monarchies du Golfe se trouvent dans un dilemme.

Accepter le plan américain, c'est garantir leur survie à court terme, mais au prix d'une dépendance totale à Washington et Tel-Aviv. Cela reviendrait à cautionner un système où la Palestine est effacée et où leur autonomie stratégique disparaît.

Rejeter le plan, c'est s'exposer à des sanctions, à l'isolement et à de nouvelles déstabilisations. Mais c'est aussi préserver leur dignité et éviter d'être complices d'un génocide en cours à Gaza.

Cette contradiction est aggravée par l'écart entre les élites dirigeantes, souvent favorables à l'arrimage aux États-Unis, et l'opinion publique arabe, massivement hostile à Israël et solidaire des Palestiniens.

## L'ALTERNATIVE : CONSTRUIRE UNE AUTONOMIE STRATÉGIQUE

Les pays du Golfe disposent pourtant des moyens d'échapper à ce piège. Leur puissance financière et énergétique leur donne une marge de manœuvre considérable. Ils pourraient :

Construire une défense aérienne commune capable de réduire leur dépendance aux boucliers américains .

Développer une industrie militaire régionale, afin de produire eux-mêmes les technologies nécessaires à leur sécurité.

Diversifier leurs alliances, en renforçant leur coopération avec les BRICS et le Sud global, qui défendent une approche multipolaire du monde.

Une telle stratégie permettrait aux monarchies de passer du statut de protectorats sécuritaires à celui d'acteurs autonomes, capables de peser réellement dans les équilibres régionaux.

## LA QUESTION PALESTINIENNE : LA CLÉ DE TOUTE STABILITÉ

Aucune paix durable ne pourra être construite sans justice pour les Palestiniens. Depuis les accords d'Oslo (1993), les promesses de souveraineté ont été trahies. Gaza est devenu un laboratoire de domination coloniale, où Israël teste ses méthodes de blocus, de surveillance et de répression.

Le dilemme est brutal :

Accepter le plan Trump, c'est donner une prime au génocide en cours et consacrer la mort de l'idée d'un État palestinien.

Le rejeter, c'est affronter la continuité des crimes contre l'humanité, mais en gardant intacte la légitimité morale et politique de la cause palestinienne.

Les pays du Golfe ne peuvent rester indifférents : leur crédibilité régionale et internationale dépend de leur position sur cette question.

## LA PAIX IMPOSSIBLE SANS SOUVERAINETÉ PALESTINIENNE

La crise actuelle révèle un paradoxe : les États-Unis et Israël, malgré leur puissance militaire et diplomatique, sont en réalité fragilisés. Leur recours à la politique du fou trahit une incapacité à imposer une paix juste.

Israël restera un proxy américain, tant que Washington dominera la région. Mais cette domination est de plus en plus contestée par l'émergence d'un monde multipolaire, où les BRICS et le Sud global offrent des alternatives.

Pour les pays du Golfe, l'heure est venue de choisir :

Continuer à subir une stratégie de domination extérieure, au prix d'une perte de souveraineté, Ou construire une autonomie stratégique fondée sur leurs ressources, leurs moyens financiers, et leur insertion dans un nouvel ordre mondial multipolaire.

La clé de ce choix reste la même depuis des décennies : sans État palestinien, sans justice pour Gaza et la Cisjordanie, aucune paix véritable n'est possible au Moyen-Orient.

Un président français condamné à la prison ferme

# Par-delà le cas Sarkozy

Par Abdelhak BENELHADJ

Déclencher des polémiques bruyantes permet d'éviter de poser les questions relatives au système qui les a rendues possibles. En fait, cette affaire est bien plus embarrassante : on réalise, plus d'une décennie plus tard, qu'il n'aurait jamais dû être président. Comment remonter le temps et effacer tout un quinquennat et les décisions qui sont pour une large part, à l'origine de la crise politique et financière actuelle.

Le cycle Sarkozy, commencé très tôt sous J. Chirac, a inauguré les trois suivants aussi bien à l'Intérieur qu'à l'Extérieur, que l'on peut résumer en termes simples : la théorie de l'offre à la politique économique, le retour sous le parapluie Atlantique en guise de politique étrangère. Pour comprendre les événements en cours, le mieux serait de ne pas s'attarder sur le cas Sarkozy aussi spectaculaire soit-il, et d'élargir son observation et d'analyse, en partant de ce cas, à l'espace euro-américain qui connaît des mutations et des problèmes d'intérêt majeur.

En mars de cette année, le parquet national financier avait requis sept ans de prison, 300 000 euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité à l'encontre de Nicolas Sarkozy, pour « association de malfaiteurs », soupçonné d'avoir reçu de l'argent du régime de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi pour financer la campagne qui lui a permis de diriger la France de 2007 à 2012.

« Pour le tribunal, ce sont des faits d'une gravité exceptionnelle de nature à altérer la confiance dans les institutions mêmes de la République », a déclaré la présidente du tribunal, Nathalie Gavarino, lors du prononcé de la peine. (Reuters, J. 25 septembre 2025)

La peine de 5 ans de prison est assortie d'une exécution provisoire. L'ex-chef de l'Etat âgé de 70 ans devait être incarcéré un mois après le jugement, même après appel. D'où le tollé scandalisé de l'intéressé et de ses partisans. « Comment a-t-on osé » ? Avec un Sarkozy tout étonné d'être mis au « trou » alors qu'il se pose capo di tutti capi au cœur du Landernau politique qui va de la France extrême à la

gauche qui bricole en quête de strapontins.

L'ancien secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, a été condamné à six ans de prison sans mandat de dépôt en raison de son état de santé et 250 000 euros d'amende. Brice Hortefeux, ancien ministre, a lui écopé de deux ans de prison, aménageables sous bracelet électronique avec exécution provisoire et 50 000 euros d'amende.

Parmi ses 12 co-accusés, trois ont été relaxés, dont l'ancien ministre Eric Woerth.

Nicolas Sarkozy a toujours plaqué la thèse du « complot » dans cette affaire pour laquelle il a été mis en examen en mars 2018. Sa réaction : « Cette injustice est un scandale. Je ne m'excuserai pas de ce que je n'ai pas fait. Naturellement, je ferai appel ». « La haine n'a décidément aucune limite (...) S'ils veulent absolument que je dorme en prison, je dormirai en prison, mais la tête haute. » (Reuters, J. 25 septembre 2025)

« ... tête haute », expression très en usage du côté des Le Pen, avec une confusion permanente entre analyse juridique, politique et passions. Et voilà justement que les destins se confondent...

La réaction de Marine Le Pen, cheffe du Rassemblement national, tient à la fois de la solidarité de conditions, même si elle ne partage pas les mêmes chefs d'accusation, et du calcul politique. La proximité de LR et du RN n'est plus une nouvelle. Vues identiques, mais différence tactique. Mêmes thèmes de campagne, mais ne se posent que les questions ordinaires dans les attelages : qui intègre qui et dirige quoi ?

A la vue du poids électoral du RN, Eric Ciotti ancien président des LR, a très vite compris de quel côté la tartine était beurrée et a fait son choix. Erroné à court terme mais incontestable à long terme, espère-t-il.

Elle dénonce l'exécution provisoire d'une peine, qui la concerne dans l'affaire des assistants parlementaires du Front national, pour laquelle elle a fait appel. « La négation du double degré de juridiction par la voie de la généralisation de l'exécution provisoire par certaines juridictions représente un grand danger, au regard des grands principes de notre droit, au premier rang desquels se trouve la présomption d'innocence », a-t-elle écrit sur le réseau X. (Idem)

Présomption d'innocence qu'elle se reconnaît mais qu'elle refuse aux autres justiciables fran-

çais pour lesquels son parti et celui qui soutient N. Sarkozy réclament la plus grande sévérité. Cela revient à considérer que les lois appliquées aux citoyens ordinaires ne peuvent pas l'être pour les « élites » politiques et économiques. Quelle régression historique !

M. Sarkozy a été jugé et condamné. Et cependant il attend, libre de ses mouvements et de sa parole, le sort qui sera fait à son appel. Alors que des milliers de personnes sont placées en détention provisoire avant même tout jugement en première instance. Au 1<sup>er</sup> décembre 2024, en France, sur 80 792 écroués détenus, le nombre de prévenus (personnes se trouvant dans l'attente d'un jugement ou n'ayant pas encore été définitivement condamnées) est de 21 291.

A l'origine de l'affaire, il y a le déplacement à deux reprises de deux proches de N. Sarkozy : Brice Hortefeux et Claude Géant à Tripoli pour rencontrer en automne 2005 avec un homme recherché par la justice française, A. Senouci, beau-frère de M. Kadhafi, numéro 2 du régime, pour terrorisme, condamné pour avoir commandité l'attentat contre le DC10 d'UTA qui a fait 170 morts en 1989. Ces rencontres en Libye avaient pour objet de conclure secrètement un « pacte corruptif » un financement illégal de la campagne électorale de l'ancien président en 2007 lequel s'était engagé (en contrepartie) à « revoir » la situation pénale de A. Senoussi en France. De ces rencontres, N. Sarkozy ne pouvait ne pas avoir connaissance.

Récidiviste, N. Sarkozy est un abonné aux tribunaux et accumule les condamnations.

## - AFFAIRE BYGMALION (AFFAIRE DES COMPTES DE CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE 2012)

L'affaire Bygmalion, est une affaire politico-financière française. N. Sarkozy aurait tenté, via un système de fausses factures avec l'agence Bygmalion, de masquer les dépassements de frais de sa campagne à l'élection présidentielle de 2012. Le scandale a mis en lumière d'autres affaires liées à l'agence Bygmalion. Le 27 février 2014, débute l'affaire, lorsque l'hebdomadaire Le Point accuse Jean-François Copé, alors président de l'UMP, d'avoir favorisé l'agence de communication Bygmalion (créée en 2008 par deux proches de J.-F. Copé).

Le 14 mai, le quotidien Libération révèle que certaines des prestations facturées 18 millions d'euros

La condamnation de l'ancien président est en soi préoccupante mais N. Sarkozy n'en est pas à sa première casserole.

Evidemment, embastiller un ancien locataire de l'Élysée Mais braquer les feux sur cet homme est commode.

à l'UMP n'auraient jamais eu lieu, soulevant des interrogations sur l'utilisation de ces fonds.

Le 26 mai, l'avocat de Bygmalion confirme l'émission de 10 millions d'euros de fausses factures à la demande de l'UMP. Selon le journal Le Monde, l'émission de fausses factures aurait visé à masquer des dépassements de frais lors de la campagne présidentielle de 2012. Après avoir consulté la « comptabilité secrète » de Bygmalion, Mediapart révèle que le dépassement serait en fait de 17 millions d'euros.

Le 15 juin 2014, J.-F. Copé démissionne de la présidence de l'UMP. Il bénéficie d'un non-lieu par la suite. Des proches de J.-F. Copé quant à eux, sont condamnés par la justice dans une autre affaire liée à Bygmalion, pour favoritisme dans des marchés publics.

Une instruction se déroule entre 2014 et 2016 et se termine par le renvoi en correctionnelle de 14 personnes dont N. Sarkozy. Après plusieurs reports, le procès pour « financement illégal de campagne électorale » se tient à partir du 20 mai 2021.

Le 30 septembre 2021, N. Sarkozy est condamné à un an de prison ferme, aménagé en détention à domicile sous surveillance électronique.

Le 14 février 2024, la cour d'appel confirme la culpabilité et prononce une peine de douze mois d'emprisonnement dont six avec sursis, également aménageables. L'ancien président se pourvoit en cassation. Le pourvoi sera examiné en octobre 2025.<sup>2</sup>

Suite en page 9

### Notes

- 1- Selon un sondage « L'Opinion en direct », piloté par l'institut Elabe pour BFMTV et publié ce mercredi 1er octobre, 72% des Français se disent « choqués » par les attaques contre la présidente du tribunal correctionnel de Paris. (BFMTV du jour).
- 2- Pour les détails de l'affaire, consulter, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire\\_Bygmalion](https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_Bygmalion)
- 3- Pour plus de détails cf. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire\\_des\\_%C3%A9coutes\\_\(Sarkozy\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_des_%C3%A9coutes_(Sarkozy))
- 4- Lire : Arfi Fabrice et Laske Karl (2017) : « Avec les compliments du guide », Fayard, 400 p.
- 5- L'ex-chef de l'Etat a été reconnu coupable d'avoir, en 2014, tenté de corrompre un magistrat de la Cour de cassation, Gilbert Azibert, dans l'espoir d'obtenir des informations confidentielles avec l'aide de son avocat Thierry Herzog. L'ancien président a été fait chevalier de la Légion d'honneur fin 2004, pour l'ensemble de sa carrière politique, par J. Chirac.
- 6- Contrairement à ce que le système politico-médiatique assène à longueur de discours et de messages, la plupart des sondages renvoient régulièrement les mêmes soucis des Français : l'immigration et l'insécurité viennent après le pouvoir d'achat, la santé, le logement...



# Les Guerres, un processus immanent évolutif dans la marche de l'histoire

## ■ De même pour l'Ukraine et Gaza dans la transformation du monde

**Comment savoir le sens des guerres dans la marche de l'histoire, et présentement les guerres en cours, à Gaza et en Ukraine ? L'humanité a tellement avancé aujourd'hui, et c'est une vérité surtout avec l'ère d'Internet où l'information est immédiate, instantanée, abondante et accessible. Et un phénomène évolutif dans les guerres commence à apparaître, surtout le siècle dernier, avec l'avènement de la Première Guerre mondiale.**

Par Medjdoub Hamed

**P**artons du premier conflit mondial. Que s'est-il passé pour que cette Première guerre mondiale se déclenche ? Comme le rapportent les récits historiques, la guerre a eu pour origine un événement terroriste, l'assassinat du couple héritier du trône austro-hongrois, le prince François-Ferdinand d'Autriche et son épouse la duchesse de Hohenberg, le 28 juin 1914, par un jeune nationaliste, originaire de Bosnie, Gavrilo Princip. Après un ultimatum de 48 heures à l'encontre du Royaume de Serbie, qui a accepté la majorité des exigences mais a rejeté celles qui portaient atteinte à sa souveraineté, notamment la participation d'agents austro-hongrois à l'enquête en Serbie, l'Autriche-Hongrie a estimé la réponse insuffisante, a rompu les relations diplomatiques et lui a déclaré la guerre.

La guerre qui devait se limiter à deux pays en conflit s'est transformée en guerre mondiale. Par le jeu d'alliances entre les grandes puissances européennes qui étaient à la tête d'empires coloniaux s'étendant sur plusieurs continents, et donc se retrouvant toutes engagées dans le conflit, la guerre déclarée le 28 juillet 1914 va durer plus de quatre années ; elle ne se termina que le 11 novembre 1918.

Que peut-on dire de la Première Guerre mondiale qui a éclaté par un prétexte, un assassinat terroriste, qui relève plus d'un fait divers politique que d'un fait qui va changer le cours de l'histoire ? En réalité, toutes les puissances, en particulier les puissances de l'axe (Allemagne, Autriche-Hongrie), étaient poussées à la guerre. Venue en retard dans le partage colonial à l'échelle mondiale, l'unité politique allemande ne s'étant opérée qu'en 1870, de même pour l'Italie, l'Allemagne réclamait de nouveaux gisements de minerais pour son industrie en pleine croissance et aussi la conquête de colonies.

**L**a Première Guerre mondiale a été donc un « passage obligé » pour régler leurs comptes les puissances. Les conséquences de la Première Guerre mondiale ont mis fin à trois empires, l'empire allemand, l'empire austro-hongrois et l'empire ottoman. L'empire russe a été remplacé par l'Union soviétique. Des pays ont été libérés, en particulier dans les Balkans : les colonies des empires allemand et ottoman passaient aux mains des puissances victorieuses, la France, l'Angleterre, le Japon.... Si la Première Guerre mondiale s'est terminée par la victoire des Alliés, c'est essentiellement grâce à l'entrée des États-Unis en guerre en 1917, qui ont changé le cours de la guerre au profit des Alliés.

Dans cette guerre, on constate un processus évolutif rationnel majeur pour l'humanité. Non seulement trois empires coloniaux ont été démembrés et ont cessé d'exister, mais cette guerre va aussi agir sur les consciences des peuples colonisés. L'affaiblissement des puissances coloniales après la Première Guerre mondiale amènera les peuples colonisés à revendiquer politiquement leurs indépendances ; de nombreux partis politiques vont naître dans les années 1920-1930.

Une question de fond sur l'histoire : « Comment l'Angleterre est arrivée à coloniser l'Inde ? » Lorsque l'on sait que l'Angleterre ne comptait que 40 millions d'habitants, en 1914, avec une superficie de 246 690 km<sup>2</sup> en Europe alors que l'Inde qui était très éloignée comptait, à la même époque, 250 millions d'habitants et une superficie de 4,169 millions de km<sup>2</sup>. Aucune comparaison possible entre les deux pays.

Exploite d'une puissance européenne ou « exploite du progrès scientifique, industriel de l'Angleterre dû aux deux révolutions agricole et industrielle » ? Si c'est le progrès qui a permis à l'Angleterre de coloniser ces territoires lointains, il en va de même pour les autres puissances européennes, et cela ne peut être que le progrès, sans celui-ci, les pays d'Europe n'auraient

pu aller trop loin. La question essentielle qui se pose : « Pourquoi le progrès en Europe et non pour le reste du monde ? »

L'Europe était-elle plus densément peuplée que les autres pays du monde ? Ou l'Europe était-elle plus intelligente que les autres peuples ? Et donc plus organisée ? Mais lorsque l'on regarde les guerres et les révolutions sociales qui se sont jouées en Europe, celles-ci ne se sont jouées nulle part ailleurs au monde.

**O**n peut donc avancer toutes les explications possibles, il reste que l'Europe était en avance sur les pays du reste du monde. Pourquoi elle a été en avance ? Parce que cela a été voulu ; si cela n'a pas été voulu, l'Europe n'aurait tout simplement pas avancé. Ce qui signifie qu'il existe un principe immanent qui ressort de la marche de l'histoire, dans le sens que l'histoire a des desseins que les hommes ne peuvent comprendre. Pourquoi ? Parce qu'ils sont eux-mêmes compris dans le jeu de l'histoire, jeu qu'ils ne font qu'exécuter parce qu'ils sont des instruments dans la marche de l'histoire.

Et l'Europe a été en quelque sorte un instrument dans la marche du monde ; en colonisant le reste du monde, elle a en fait « mondialisé le monde. » Ce qui explique l'irruption des Guerres mondiales ; de par leur nécessité, elles relèvent de la marche immanente du monde.

Et c'est ce qui fait avancer l'histoire ; l'humanité passe de stades en stades, mais toujours en progressant selon un processus rationnel que l'on constate dans son développement, tout au long des siècles.

Aujourd'hui, le Royaume-Uni compte 69 millions d'habitants alors que l'Inde compte 1,4 milliard, aucune comparaison entre l'Inde et l'ancienne puissance coloniale qu'a été le Royaume-Uni ; de même avec le Pakistan qui compte plus de 220 millions d'habitants.

Vingt ans passent, de nouveau, un Deuxième Conflit mondial éclate et toujours provoqué par les puissances européennes. Quelles ont été les causes à l'origine de cette guerre ? La cause première à cette Deuxième Guerre mondiale a été la crise économique qui a éclaté, en 1929, aux États-Unis ; une crise en fait qui entre dans le processus évolutif du monde.

Nombre d'historiens, d'économistes en Occident ont cherché à expliquer pourquoi cette crise économique mondiale a fait irruption en 1929 aux États-Unis. En fait, par les événements même qui se sont passés, sur le plan économique mondial, comme des millions de produits américains qui n'ont pas été vendus et ont été jetés à la mer – selon des chiffres américains, 80 millions de sacs de café –, des millions de milliers de voitures invendues jetées à la casse, les huiles, etc. ; la crise économique qui a éclaté aux États-Unis s'est étendue à l'Europe, à l'Afrique, l'Asie, l'Amérique du Sud... ne prouve qu'une chose : « l'extrême faiblesse de la consommation mondiale ».

**P**ourquoi l'extrême faiblesse de la consommation dans le monde ? La réponse est simple : « Plus des deux-tiers de l'humanité qui étaient colonisés ne comptaient pas dans la consommation mondiale. » Des pays colonisés, les richesses naturelles de leurs terres (mines, terres agricoles, etc.), étaient en grande partie transférées aux métropoles des puissances coloniales ; à ces transferts, il faut ajouter leur force de travail presque gratuites, ces peuples vivaient dans une extrême pauvreté.

Un déséquilibre flagrant au regard des formidables progrès industriels qui venaient de se faire jour au début du XXe siècle, en Europe, montrant l'impossible situation de la consommation mondiale qui ne pouvait se pérenniser. La crise économique de 1929 n'a été finalement que la sanction de l'écart économique des métropoles des pays occidentaux coloniaux et les pays du reste du monde vivant dans l'extrême pauvreté, et absents dans la consommation mondiale.

Précisément, les conséquences qui vont surgir de cette situation de crise mondiale, dans les

années 1930, la mise en place de zones monétaires (zone franc, zone dollar, zone livre sterling), ne vont pas régler le problème économique entre les puissances, tout au plus à chercher à protéger chaque zone, et leurs économies respectives. Mais l'événement majeur marquant cette crise de 1929 et la dépression économique des années 1930 qui a suivi, a été la formidable hausse du chômage aux États-Unis ; le nombre de chômeurs qui était de 4 millions en 1930 est passé à 12 millions en 1932, soit 25% de la population active américaine.

Cette hausse du chômage s'est étendue à l'Europe, mais c'est surtout en Allemagne où les chiffres du chômage ont été catastrophiques, 43 % en 1932, avec 6 millions d'Allemands sans emploi ; une situation extrêmement grave sur le plan social en Allemagne. Le paradoxe de cette crise est qu'elle a permis au parti nazi de prendre le pouvoir en 1933.

Ainsi, constate-t-on que, dans les événements de la Première Guerre mondiale et de la crise économique de 1929 qui a suivi, tout s'est enchaîné, tout était, dans un certain sens, tracé par l'histoire, par l'évolution du monde. Une évolution liée à la fois aux formidables progrès scientifiques, industriels et économique aux États-Unis et en Europe, avec une forte croissance économique qui a été une conséquence, et au retard manifeste dans les pays du reste du monde. D'autant plus que le rapport des forces était tel qu'il était pratiquement impossible pour les peuples colonisés de sortir de la domination coloniale.

**P**récisément, un nouveau saut de l'histoire va surgir à la fin des années 1930, ce saut se fera avec l'irruption de la Deuxième Guerre mondiale, en 1939. Et c'est encore l'Allemagne, et au-delà du régime nazi, comme si l'Allemagne était désignée par l'histoire dans cette mission pour ébranler et mettre fin à la puissance coloniale de l'Europe. L'ironie de l'histoire, c'est que l'Allemagne hitlérienne va chercher à coloniser l'Europe elle-même ; elle s'attaquait aux puissances européennes et à l'Union soviétique ; la Deuxième Guerre mondiale qu'elle a provoquée a duré 6 ans, de 1939 à 1945.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les pays d'Europe sont sortis très affaiblis ; deux puissances victorieuses ont émergé, ce sont les États-Unis et l'Union soviétique ; elles domineront le monde.

En 1944, les États-Unis, anticipant la fin de la Guerre, l'Allemagne hitlérienne était partout en recul, ont cherché à se prémunir dans l'après-guerre, ils ont convoqué 44 pays, en juillet 1944, à Bretton Woods, pour préparer le système monétaire international. Ce système monétaire devait régir le commerce mondial et les relations économiques, financières et monétaires internationales pour l'après-guerre.

La Conférence de Bretton Woods vient avaliser le dollar US comme la seule monnaie mondiale convertible en or au taux de 35 dollars l'once. L'économiste anglais John Maynard Keynes a proposé une monnaie internationale, le bancor ; compte tenu des enjeux et de l'endettement des pays alliés européens vis-à-vis des États-Unis, le bancor de Keynes ne pouvait être retenu ; le monde entier était dépendant de la puissance financière américaine. Un processus en fait tout à fait naturel relevant de la situation économique mondiale fortement affectée par la guerre.

Après 1945, une nouvelle ère s'est élevée pour le monde. Des frictions naîtront entre les deux puissances sorties victorieuses, les États-Unis et l'Union soviétique. Cependant, après la découverte de l'arme atomique en 1945 par les États-Unis, suite au Projet Manhattan mené en secret, et l'essai de la première explosion nucléaire Trinity, le 16 juillet 1945 à Alamogordo au Nouveau-Mexique (États-Unis), moins de vingt jours plus tard, s'opéra la nucléarisation de deux villes-martyrs japonaises, Hiroshima le 6 août 1945 et Nagasaki le 9 août 1945. Le monde horrifié apprenait les effets de la nouvelle arme que seuls les

États-Unis détenaient dans le monde.

Malgré ce déséquilibre avec les États-Unis, l'Union soviétique resta un rival potentiel à l'Amérique dans les affaires du monde ; l'Union soviétique viendra en aide aux pays du reste du monde colonisé, en premier aux troupes communistes chinoises qu'elle aidera à prendre le pouvoir. Le 1<sup>er</sup> octobre 1949, à Pékin, du balcon de la Cité interdite des anciens empereurs, Mao Zedong proclame l'avènement de la République populaire de Chine.

En fait, c'est un processus général de décolonisation qui s'est opéré pour tous les pays d'Afrique et d'Asie, après la Seconde Guerre mondiale. L'affaiblissement des puissances européennes, le soutien international à l'autodétermination et la mobilisation des mouvements nationalistes ont conduit à l'accession à l'indépendance de nombreux pays entre 1947 et 1962, tantôt par négociation, tantôt par la guerre, comme ce fut le cas pour l'Inde, divisée lors de son indépendance, pour l'Algérie, le Vietnam.

**U**ne autre donne qui va marquer l'histoire contemporaine et encore aujourd'hui, c'est la création de l'État d'Israël en 1948, en Palestine. Une création venue en aval du pacte saoudo-américain, dit le pacte du Quincy, du nom du croiseur américain où se sont rencontrés le président américain Franklin D. Roosevelt, au retour de la conférence de Yalta (Crimée) en 1945, et le roi de l'Arabie saoudite, Abdelaziz ibn Saoud. Le pacte conclu garantissait à la monarchie saoudienne une protection militaire en échange d'un accès libre au pétrole saoudien.

Que peut-on dire du sens historiques des deux Guerres mondiale qui ont abouti à la décolonisation du monde ? Les guerres qui suivirent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, en Ukraine (Europe) et Gaza (Proche-Orient) ont été incessantes, déchirantes surtout pour l'Afrique et l'Asie ; elles relèvent d'un seul processus, un processus évolutif historique précis, en jeu dans la marche du monde.

Comme pour la colonisation du monde par l'Europe, parce que cela a été voulu ; le monde devait être colonisé et il a été colonisé. De même, les deux guerres mondiales devaient s'opérer ; si cela n'a pas été voulu, l'Europe serait restée maîtresse du monde ; le monde n'aurait tout simplement pas avancé. Ce qui n'est pas possible au regard de la marche de l'histoire qui témoigne d'un progrès continu pour l'humanité. Des peuples ne peuvent être indéfiniment au-dessus d'autres peuples, sinon l'humanité serait sans sens. Le progrès n'est pas prescrit pour un peuple mais pour tous les peuples du monde, sauf qu'il y a des desseins dans le principe immanent qui régit la marche de l'histoire. Et les hommes sans qu'ils prennent conscience sont malgré eux pris dans le jeu de l'histoire ; jeu qu'ils ne font qu'exécuter parce qu'ils doivent l'exécuter au regard des forces de l'histoire ; ce faisant, ils deviennent inconsciemment des instruments dans la marche de l'histoire.

Un paradoxe que les guerres, une « nécessité de l'histoire » ? Et jusqu'à quand les guerres lorsque l'on sait que, partout dans le monde, il n'y a pas de guerre sauf en Afrique et au Proche et Moyen-Orient ; et ça diminue. La guerre en Ukraine n'est qu'une exception en Europe, relevant d'un litige non réglé depuis la fin de l'Union soviétique en 1991.

**E**n revanche, le conflit israélo-palestinien qui ne cesse et va jusqu'au génocide franc aujourd'hui et l'Occident regarde, soutenant Israël sans penser que l'histoire peut se retourner, comme ce qui s'est passé pour les peuples colonisés et qui se sont libérés de leurs tutelles coloniales.

Le même processus évolutif est en train de s'opérer pour le peuple palestinien avec la tutelle coloniale qu'est Israël, soutenu par les États-Unis. Il en ira de même pour la guerre en Ukraine qui oppose la Russie à l'Occident. Le problème est que, dans tout processus historique, les événements s'enchaînent et poursuivent le même but, la même finalité qui est le « progrès du monde ». A l'instar des progrès historiques passés, parce que c'est tracé par la marche immanente de l'histoire.

Aussi peut-on dire ces événements historiques vont épuiser ce pourquoi ils ont été provoqué parce qu'ils relèvent des « nécessités de la marche de l'histoire ». Et l'histoire l'affirme sans l'ombre d'un doute que ce qui viendra après ces guerres transformera de nouveau le monde.

# Affaire du drone malien

Par Ibrahim Taouti\*

Une rumeur a circulé dès décembre 2023 sur les réseaux sociaux et des sites, sans confirmation officielle, qu'un drone aurait été abattu par l'Algérie sur le territoire du Mali. Elle aurait pour sources des médias proches de la junte au pouvoir au Mali pour entretenir la tension entre voisins. Le ministère de la Défense nationale d'Algérie a démenti, qualifiant l'information de «pure invention (...et) manœuvre malveillante» pour nuire aux relations entre les deux pays.

Puis une autre rumeur indique que le Mali aurait déposé une plainte devant la Cour Internationale de Justice (ci-après CIJ). Mais le Ministre des Affaires Étrangères Algérien dément l'allégation lors d'une conférence le 13 septembre. Les registres de la CIJ qui tient à jour un «Rôle général des affaires» ne mentionnent pas d'affaire «Mali c/ Algérie» ni ne fait référence à un incident de drone.

Or, le 19 septembre 2025 un communiqué de la CIJ (No 2025/40 - révisé) annonce le dépôt d'une requête, par laquelle le Mali entend fonder la compétence de la CIJ sur le paragraphe (ci-après &) 1 de l'art. 40 du Statut de la CIJ et le & 5 de l'art. 38 de son Règlement.

Mais la compétence de la CIJ exige le consentement de l'Algérie. La CIJ ne peut juger un différend que si les deux États acceptent sa compétence. L'accord ad hoc de l'Algérie, indispensable, est improbable. L'annonce de la junte est alors à situer dans le cadre d'une guerre d'intox/propagande entretenue depuis des mois déjà.

Quant au droit applicable, les litiges entre États relevant de la compétence CIJ sont définis par le texte fondateur de cette institution, notamment par deux règles énoncées à l'article 36 de son Statut :

I- La Compétence Matérielle : Les Types de Litiges (ou le «Fond» de toute affaire).

Le paragraphe (ci-après &) 1 de l'article énonce que sa compétence s'étend à tous les litiges que les États parties lui soumettront. Le & 2 précise qu'ils peuvent reconnaître sa compétence pour toute affaire

**J'ai la conviction que tout juriste a le devoir de scruter et vérifier les faits avant de les soumettre aux règles de droit applicables. Mon sujet porte sur le drone malien abattu pour avoir transgressé la frontière Algérienne sans avis ni accord préalables. Quels sont les faits et les règles applicables ?**

portant sur:

a) l'interprétation d'un traité, la signification d'une clause d'un accord ou traité.

b) tout point de droit international ou question sur une règle coutumière ou un principe général de droit comme celui de passage en territoire étranger ou les droits sur les ressources naturelles.

c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international.

d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement si sa violation est établie. La CIJ peut être chargée de fixer le montant des compensations ou leur forme (restitution, indemnisation, satisfaction).

II - La Compétence Consensuelle (Consentement des États): C'est une question de «Forme» qui est substantielle. Les États sont souverains et libres de choisir tout moyen de résolution de leurs différends. La CIJ ne peut juger qu'avec le consentement de l'État partie au-dit différend. Si l'Algérie refuse de répondre, l'affaire sera classée sans suite. Si elle y consent, son consentement peut se manifester de trois manières :

a) accord spécial (Compromis) : méthode simple et courante. Les deux États signent un accord ad hoc pour soumettre leur différend à la CIJ.

b) la clause compromissoire dans un traité : Des traités bilatéraux ou multilatéraux contiennent une clause donnant compétence à la CIJ pour tout différend sur l'interprétation/l'application du traité.

c) la déclaration facultative de juridiction obligatoire (article 36, §2). Les États peuvent faire une déclaration unilatérale reconnaissant à l'avance la compétence de la CIJ pour tout différend avec tout autre État ayant fait la même déclaration. C'est la «clause de juridiction obligatoire». Plusieurs États y apposent des réserves (excluant par exemple les différends sur la sécurité nationale). Seuls quelques États (74 États sur 193) ont fait une telle déclaration.

Mais pas l'Algérie ni le Mali.

d) La prorogation de compétence (Forum prorogatum) La CIJ n'est compétente que si un État la saisit unilatéralement et que l'État défendeur accepte a posteriori sa compétence (explicitement ou implicitement en plaçant au fond). Or, l'Algérie n'acceptera pas d'être complice de la manœuvre !

La CIJ n'est PAS compétente pour les affaires dont elle est saisie sans consentement préalable de toutes les parties au différend.

Les litiges internationaux impliquant des entreprises, ONG, particuliers, acteurs non-étatiques sont de la compétence des tribunaux nationaux ou des juridictions internationales (CPI pour les individus, le CIRDI pour les investisseurs, etc.). La CIJ est un organe judiciaire entre États.

La CIJ ne rend pas d'avis politiques, se limitant aux questions juridiques ; et ne relève de sa compétence que les questions de droit (interprétation de traité, point de droit, etc.) à condition du consentement des États de lui soumettre leur différend (accord spécial, clause d'un traité, déclaration facultative).

Quant à la saisine du Conseil de Sécurité de l'ONU (ci-après CS), dont le rôle est politique, le Mali pourrait le saisir en théorie. Mais la démarche, les motifs et les résultats seraient différents d'une saisine de la CIJ et n'aurait aucune chance de succès dans ce cas hypothétique de saisine du CS.

Comme organe politique, son rôle est de maintenir/rétablir paix et la sécurité internationales (Chap. VII de sa Charte). Ses résolutions/décisions sont influencées par l'intérêt des membres permanents.

Si le Mali le saisit, il aura à prouver la menace à la paix et à la sécurité internationales ; disant par exemple que l'incident est un acte d'agression ; une menace contre son intégrité territoriale ; qu'il y a risque d'escalade militaire de la région du Sahel, etc. La barre serait haute pour un incident isolé !

Le Mali comme tout État membre de

l'ONU peut arguer que, selon lui, la situation met en péril la paix et la sécurité internationales (art. 35 de la Charte de l'ONU). La saisine se fait par une lettre formelle au Président du CS. Mais la démarche sera très difficile même si le CS l'examinait. Le Mali devra prouver sur un fait que l'Algérie dément. Ce sera donc aussi un échec malien. De plus, il y a un obstacle politique important : l'Algérie est membre non-permanent pour 2024-2025.

Elle siégerait donc à la table où sa propre affaire serait discutée. Or, comme membre participant aux débats, elle défendra sa position avec une influence significative. Après son mandat (2026), si un membre du CS envisagerait une résolution déplaisante, l'Algérie a des alliés parmi les membres permanents (Chine, États-Unis, Royaume-Uni, Russie) et l'un quelconque d'entre-eux peut utiliser son droit de veto. L'Algérie est crédible, sa diplomatie compétente et ses principes universels.

Donc, dans le cas hypothétique d'une saisine basée sur une rumeur, le plus probable est que le CS, en constatant l'absence de preuves en plus des dénégations de l'Algérie, classerait l'affaire sans suite. Il n'y a aucune menace contre la paix internationale.

Un scénario (improbable?) serait l'appel au dialogue par une déclaration du président du CS encourageant au dialogue, au règlement pacifique du différend.

Concluons que la CIJ est incompétente pour statuer en raison du défaut de consentement Algérien. Si le Mali se tournait vers le CS (en théorie), un chemin politique et non judiciaire, les embûches seront quasi-infranchissables. Pour la junte malienne Le CS ne prendra aucune mesure significative.

La voie réaliste de résolution du litige est la négociation diplomatique entre les deux pays, mais elle exige de la junte au Mali qu'elle mette fin aux tensions créées pour résoudre ses problèmes internes.

\*Juriste

# Agriculture : la génération start-up à l'épreuve des champs!



Par Cherif Ali\*

La nomination du plus jeune ministre du gouvernement en dit long sur la volonté de rupture préconisée par le Chef de l'Etat. Entre inertie structurelle et souffle nouveau, l'agriculture devient le théâtre d'un bras de fer symbolique. Dans les allées d'un ministère habité aux visages graves et chevronnés, celui de Yacine El-Mahdi Oualid fait presque figure de provocation. Trente-deux ans à peine, un parcours forgé dans la médecine puis les start-ups, et déjà l'un des portefeuilles les plus lourds du pays : nourrir l'Algérie !

La terre, ses cycles et ses caprices, se retrouve désormais confiée à un homme plus jeune que beaucoup de ses propres directeurs. Yacine El-Mahdi Oualid prend, donc, en main un ministère où se croisent espoirs et lourdeurs. Entre promesses de modernité et réalités du terrain, son mandat s'annonce comme un véritable test générationnel. Après l'ère des gestionnaires traditionnels, l'Agriculture algérienne mise sur un visage jeune, marqué par l'univers des start-ups.

Mais l'innovation saura-t-elle irriguer un secteur encore dominé par ses vieilles habitudes ?

Ses prédécesseurs parlaient la langue des sillons et des rendements, ou celle des sillons et des bilans chiffrés.

**L'agriculture est une science, c'est des techniques. Le moment est venu pour son passage à l'ère de la modernité.**

*Abdelmadjid Tebboune (face à la presse) .*

Lui évoque la numérisation, la transparence, l'innovation : un vocabulaire neuf qui sonne parfois étranger dans ce secteur où la tradition pèse plus fort que la modernité.

La jeunesse contre les habitudes, l'audace contre la routine voilà le vrai duel qui s'annonce.

Lors de son entretien périodique avec la presse nationale, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait consacré une partie de son intervention au secteur agricole, soulignant son importance stratégique pour l'avenir économique et alimentaire du pays: «l'agriculture est un domaine de science et de techniques. Il est temps d'en finir avec les pratiques archaïques et de faire entrer ce secteur vital dans l'ère de la modernisation et de la numérisation», a-t-il rappelé, regrettant le manque de données fiables qui caractérisaient jusqu'ici certaines politiques agricoles .

Pour le chef de l'Etat, la numérisation du secteur agricole est une condition indispensable pour établir un véritable diagnostic et optimiser les rendements.

Un défi que « Yacine », comme l'avait nommé affectueusement le Président Tebboune lors de son intervention télévisuelle, est capable de relever.

Convaincu de la capacité du jeune ministre d'apporter une impulsion forte et un

changement concret, il peut faire la différence s'il s'appuie sur la science, l'innovation et une gestion rigoureuse, a-t-il ajouté.

Le Président a rappelé également que la souveraineté alimentaire est un pilier essentiel de l'indépendance nationale, affirmant que l'Algérie dispose d'un potentiel immense qu'il convient de valoriser intelligemment.

L'agriculture ne doit plus être considérée comme un secteur secondaire ou de subsistance: elle est aujourd'hui un levier majeur de croissance, d'emploi et de stabilité, a-t-il conclu .

A peine intronisé ministre Yacine El-Mahdi Oualid, s'est rendu à Constantine pour prendre le pouls de son nouveau département ministériel; sur place, et rebondissant sur les orientations présidentielles, il a précisé que la vision du président de la République dans ce domaine stratégique ne se limite pas à assurer la sécurité alimentaire pour 45 millions d'Algériens, mais elle vise surtout à atteindre l'autosuffisance alimentaire pour 60 à 70 millions de citoyens algériens.

Pour le ministre, il faut intégrer massivement les technologies, notamment pour une meilleure utilisation des ressources hydriques et des engrais, tout en tirant profit des recherches et expériences réussies.

S'agissant de la numérisation du secteur

de l'agriculture, il a indiqué qu'il existe une réelle volonté de généraliser ce processus : une cellule dédiée à la digitalisation de l'agriculture sera prochainement mise en place, composée de jeunes qualifiés, qui seront installés dans des postes d'emploi adaptés à ce projet intelligent.

De plus, le ministère s'emploiera, dans les mois à venir, à finaliser un système national d'information agricole.

Dans le même ordre d'idées, une étude globale sera lancée pour évaluer la réussite des politiques publiques menées dans le domaine agricole depuis l'indépendance, et les chiffres et résultats de cette étude seront présentés lors du forum national de modernisation du secteur agricole qui sera organisé en octobre prochain

L'avènement du jeune et nouveau ministre du Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche ouvre donc une bataille à double front :

1. contre les obstacles matériels d'une agriculture en crise

2. mais aussi contre l'inertie d'un appareil qui redoute le changement.

Et c'est peut-être là, plus encore que dans les champs, que se jouera l'avenir du blé algérien, dans un temps, que d'aucuns convaincus de la justesse de la vision du Président Tebboune en matière de stratégie pour l'avenir économique et alimentaire du pays, n'hésiteront pas à qualifier de « Révolution agraire acte 2» .

\*Ancien Cadre Supérieur de l'Etat



# Bien mener ses missions de conseil en management : professionnaliser l'intervention de l'expert-comptable



Par Saheb Bachagha\*

**C**es bouleversements touchent l'ensemble des domaines du management de l'entreprise : stratégiques, opérationnels, organisationnels, métiers ou encore culturels.

Les entreprises et les dirigeants sont ainsi confrontés tous les jours à des problèmes nouveaux, à un moment où la vitesse est un élément clé de succès. Les y aider est le cœur de métier des prestataires de conseil en management.

Le Guide des cabinets de conseil définit ainsi le conseil en management comme

« l'ensemble des activités de conseil externe visant à améliorer la stratégie, l'organisation, la gestion et le développement des organisations et à en faciliter la transformation ». Syntec, syndicat professionnel du secteur, définit quant à lui le rôle des conseils en management comme consistant à « assister les dirigeants dans leurs tâches, qu'il s'agisse d'apporter une aide à la réflexion et à la décision, la solution à une situation de crise, une aide à la stratégie de transformation. Dans tous les cas, l'objectif principal est d'adapter les entreprises aux changements et assurer leur progrès et leur pérennité ».

L'activité de conseil en management couvre ainsi une immense palette de domaines d'intervention : stratégie, accompagnement au changement, finances, systèmes d'information, organisation, technologie, qualité, marketing et vente, ressources humaines, management. Les entreprises, et les organisations en général doivent s'adapter à un environnement toujours plus complexe : nouvelles technologies, exigences des marchés, règles de la concurrence, cadre institutionnel...

Face à cet environnement en perpétuelle mutation, les entreprises ont de plus en plus souvent besoin d'être accompagnées. Les entreprises Algériennes ont alors pris conscience des nécessités du recours au service de conseils, notamment pour les fonctions de Direction : gestion financière, gestion des ressources humaines, stratégie, systèmes d'information... Aussi la taille du marché du conseil en management auprès des PME et PMI ne cesse-t-elle de croître.

Les missions de conseil sont à la mesure des besoins exprimés, c'est à dire diverses et variées. Cette diversité tient aux milieux de réalisation de l'intervention (associations, entreprises, collectivités territoriales...), aux domaines d'intervention (ressources humaines, stratégie, organisation...) ainsi qu'à son étendue (individu, groupe, service...). A titre d'exemple, la revue « Entreprises et Carrières » a recensé plus de vingt prestations différentes offertes par les cabinets de conseil dans le domaine des ressources humaines : de l'audit social de l'optimisation des rémunérations à la gestion des compétences.

Devant la saturation de leur marché réglementé, les cabinets d'expertise comptable s'efforcent de développer ces prestations connexes relevant du domaine concurrentiel. Amoyen terme ces activités devraient représenter une part significative du chiffre d'affaires des cabinets d'expertise comptable, constituant par-là même un axe de développement stratégique majeur. La liste de ces nouvelles missions est longue : cela conduit les cabinets à la fois à la diversification de leurs activités (domaines d'intervention élargis) et à la spécialisation (acquisition de compétences spécifiques à ces domaines d'intervention).

Pour développer cette activité de conseil, les cabinets adoptent une stratégie de changement : acquisition et développement de nouvelles compétences par la formation et l'embauche de nouveaux profils, structura-

## CONSEIL EN MANAGEMENT : DE QUOI PARLE-TON ?

Accélération des progrès technologiques, création et acquisition de nouvelles connaissances, mondialisation des marchés, exigences croissantes des actionnaires et des clients, mouvements d'alliances et de fusions-acquisitions, développement des outils de communication et de partage des connaissances, modification des rapports de l'homme à son travail...imposent de nouveaux défis aux entreprises.



tion d'une offre de services, communication sur ces nouvelles compétences.

Les instances professionnelles, conscientes des enjeux, mettent l'accent depuis de nombreuses années sur le développement de nouveaux marchés et sur les meilleures pratiques professionnelles, actions relayées par des campagnes de communication à l'intention des clients et des professionnels. L'orientation vers ces nouveaux métiers constitue une évolution culturelle pour notre profession : par l'acquisition de compétences nouvelles, par l'attaque de marchés jusqu'alors inexplorés, par une nouvelle notion de qualité de service : la création de valeur. Cette évolution se traduit aussi par une nouvelle forme de la relation client et par l'adaptation des comportements de l'expert-comptable.

Toutefois, si l'ensemble de la profession est convaincu du potentiel de marché extrêmement important que représentent ces nouvelles missions, les espoirs suscités sur le développement du conseil ne se sont pas forcément traduits concrètement soit :

- Du fait de l'appréhension naturelle à réaliser des missions qui constituent un saut vers l'inconnu, l'expert-comptable ne bénéficiant pas de facteurs d'expériences et ne pouvant se raccrocher à sa compétence technique ;
- Du fait que les résultats des premières missions menées n'ont pas été très satisfaisants en terme de délais, de dépassement de budgets mais aussi de vécu. Ce sont des missions qui demandent une implication forte, dans un environnement incertain, donc tout à la fois stimulantes et exigeantes.

Dans ce cadre, l'expert-comptable doit relever le défi du dépassement des contingences techniques, pour mettre en œuvre une démarche de consultant qui se dissocie par les principes, les méthodes et les outils propres à cette activité. L'expert-comptable, conseil de l'entreprise revêt le rôle d'expert-consultant, acteur du changement. Cette

démarche constitue une véritable méthodologie qui se veut efficace pour réussir les missions de conseil en management et ce, quelle que soit la nature de l'intervention ou la taille de l'organisation dans laquelle le consultant intervient.

La diversité des missions et l'utilisation même du terme conseil qui couvre des réalités différentes incitent dans une première partie à poser la problématique de l'activité de conseil en management pour l'expert-comptable :

- Conseil en management de quoi parle-t-on ? : définition de l'activité, identification des principales caractéristiques de la profession et connaissance du marché ;
- L'ingénierie des missions de conseil en management : les apports du cabinet-conseil et la démarche générale d'intervention ;
- Les enjeux pour l'expert-comptable : sa légitimité, l'orientation stratégique du cabinet, le développement de la clientèle, la gestion des compétences et le développement de son professionnalisme.

## CONCLUSION

Les cabinets d'expertise comptable disposent d'atouts pour se positionner comme des acteurs majeurs sur le marché du conseil en management auprès des PME. Ce marché est certes attractif mais aussi difficile d'accès tant sont importantes à la fois les attentes des clients mais aussi leur méfiance à l'égard des conseils extérieurs.

Le marché du conseil : un vecteur de développement pour les cabinets ? Certainement, mais pas à n'importe quelles conditions et pas de la même manière pour tous.

Ce positionnement ne doit pas correspondre seulement à une réponse à l'évolution de l'environnement mais avant tout à une réelle volonté, dont le premier moteur est l'expert-comptable lui-même. Cette volonté se traduit par une réflexion de manière à inscrire les cabinets dans un processus de stratégies d'orientation vers les métiers du

conseil : écoute et compréhension des besoins clients, disponibilité et réactivité, développement de l'offre produits, démarche marketing et commerciale structurée, management des compétences...

Les fruits de cette réflexion induisent des impacts forts sur l'organisation des cabinets, le mode d'exercice de la profession et de nouveaux comportements.

De par sa taille, sa clientèle, ses compétences, sa culture, ses moyens, chaque cabinet est différent. De plus chaque dirigeant a sa propre vision de son cabinet de demain. La stratégie définie doit donc être adaptée aux potentialités du cabinet et aux aspirations de ses dirigeants. Dans ce cadre, les plus petits cabinets, qui souffrent le plus de la morosité du marché des activités traditionnelles de l'expert-comptable, peuvent aussi prétendre trouver des voies de développement.

S'être structuré en interne, avoir constitué une nouvelle offre produit, être plus proche de ses clients sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes pour réussir sur le marché du conseil en management : le client doit être satisfait du résultat des missions. L'expert-comptable doit donc apporter la même qualité d'intervention que celle qu'il a su apporter jusqu'ici sur ses métiers réglementés. La conduite des missions de conseil en management se différencie en bien des points, techniques et comportementaux, de la conduite des missions traditionnelles.

En développant son professionnalisme dans la conduite de telles missions, non seulement l'expert-comptable répondra aux exigences de ses clients mais y trouvera lui aussi des sources de satisfaction : enrichissement de ses compétences, développement personnel, sentiment d'avoir apporté une réelle valeur ajoutée et création d'une nouvelle dimension dans sa relation professionnel-client.

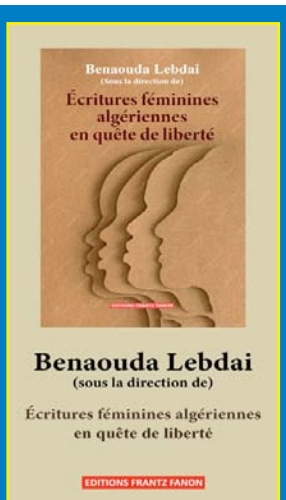
\* Expert Comptable et Commissaire aux Comptes - Membre de l'Académie des sciences et techniques - Financières et comptables Paris.



# NOS FEMMES, NOS IDOLES INAVOUÉES !

**médiatic**

Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
Livres



**ÉCRITURES FÉMININES ALGÉRIENNES EN QUÊTE DE LIBERTÉ.**  
Essai de Benaouda Lebdaï (sous la direction de).  
Editions Frantz Fanon,  
Boumerdes 2025, 225 pages,  
1 500 dinars

Voilà un ouvrage-approche universitaire et scientifique, donc bien loin de toute pensée politicienne -qui interroge les réalités algériennes à travers des écritures féminines, anciennes et nouvelles. Pas toutes, bien sûr, l'examen se limitant -pour l'instant, on l'espère- aux écrivaines déjà consacrées. Car, entre-temps, bien d'autres sont arrivées sur le « marché », dont les œuvres, à mon avis, sont, en fait, venues conforter (renforcer) les analyses présentées. Toutes en quête de liberté ! Chacune avec son style et sa manière. Presque toutes prises en tenailles entre tradition et modernité, entre intégrisme et liberté de penser. Dans une société algérienne complexe (de plus en plus), la quête incessante de liberté ! On a donc quinze chapitres distribués dans quatre parties : -Maïssa Bey, Benaouda Lebdaï et Christiane Chaulet Achour ont abordé « l'écriture du dedans et l'écriture du dehors », la « décennie noire » et l'œuvre, en épanouissement, de Hajar Bali.

-Afifa Bererhi, Jędrzej Pawlicki, Rania Hassan Ahmed et Sadia Iddir se sont penchés sur la « part voilée », le « désir d'Islam », le « dialogisme » et les « fantaisies » dans l'œuvre et l'écriture de Assia Djebar...

-Sabrina Fatmi, Sabrina Yebdri, Magdalena Malinowska et Fatima Merad sont revenues sur les œuvres de Maïssa Bey, Assia Djebar, Leïla Marouane et Malika Mokeddem et sur la « mémoire oubliée ».

-Enfin, Nawel Krim, Karen Bouwer et Alina Bekkat ont remonté le temps en présentant l'œuvre -un écrit moderne et précurseur- de Fathma Aith-Mansour Amrouche, le genre du texte avec Amina Mekahli et le « calvaire au féminin » à travers un personnage de Yasmina Gharbi Mechakra.

Deux constantes retrouvées dans les textes choisis : la quête constante de liberté... et la démonstration qu'il n'y a pas une écriture féminine, mais des écritures féminines algériennes. Tant mieux ! D'autant que celles qui ont pris la relève valent, elles aussi, « leur pesant de poudre » (Kateb Yacine).

Les Auteurs :Maïssa Bey, Amina Bekkat, Afifa Bererhi, Karen Bouwer, Christine Chaulet Achour, Sabrina Fatmi, Rania Hassan Ahmed, Sadia Iddir, Nawel Krim, Benaouda Lebdaï, Fatima Medjad, Magdalena Malinowska, Jędrzej Pawlicki, Sabrina Yebdri

**Table des matières :** Introduction (Benaouda Lebdaï) / Partie 1 : Engagement et esthétique/ Partie 2 : La quête de soi chez Assia Djebar/ Partie 3 : Regard introspectif/ Partie 4 : Source, continuité et poésie au féminin/Notices bibliographiques

**Extraits :** « La dénonciation de l'intégrisme du point de vue des femmes diffère de celui des écrivains hommes, car leurs textes démontrent qu'elles incarnent une véritable détermination à ne pas s'effacer, à rejeter « l'uniforme de l'Islam fondamentaliste... qui a balayé la tradition ancestrale » (pp 37-38, Maïssa Bey citant Ghania Hammadou), « D'un roman à l'autre, l'écriture d'Assia Djebar se déploie entre deux pôles ; la chute où se dit l'innommable séquestration au féminin et l'envol par la poésie du chant de liberté » (Afifa Bererhi, p 67), « L'identité ne se

compartimente pas, elle ne se répartit ni par moitiés, ni par tiers, ni par plages cloisonnées. Je n'ai pas plusieurs identités, j'en ai une seule, faite de tous les éléments qui l'ont façonnée, selon un dosage particulier qui n'est jamais le même d'une personne à l'autre » (Amine Maalouf cité par Rania Hassan Ahmed, p 86), « A chaque fois qu'on lie expressément le problème de la langue au problème de l'identité, à mon avis, on commet une erreur parce que, précisément, ce qui caractérise notre temps, c'est ce que j'appelle l'imaginaire des langues, c'est-à-dire de toutes les langues du monde » (Edouard Glissant cité par Rania Hassan Ahmed, p 98).

**Le champ (toujours miné ?) de la création littéraire féminine algérienne exploré et labouré avec minutie... Une récolte très utile aux spécialistes, aux enseignants, aux étudiant.e.s et même au grand public. Toutes celles et tous ceux qui s'intéressent aux femmes et veulent les « comprendre » et, surtout, à leur liberté (encore, hélas, en conquête).**

**Citations :** « Ecrire, c'est donner à voir ce qui est traditionnellement caché » (Maïssa Bey, p 19), « La culture arabo-musulmane est une culture qui honnit toute ostentation et mise en avant du « moi », qui abhorre l'étalage de l'individuel, le « je », l'« auto », qui sont bannis au profit d'un « nous » commun » (Sadia Iddir, p 106), « Du désir de commettre le crime à l'acte criminel lui-même, l'homme accomplit le mal de différentes manières et pour différentes raisons : faire le mal pour le mal, le mal rendu, le mal nécessaire, le mal subi, le mal légitime » (Sabrina Fatmi, pp 125-126), « L'écriture féminine algérienne n'est probablement pas autre chose qu'une tentative, parfois désespérée, de comprendre l'infinie complexité de la société et de se libérer de l'angoisse que provoque l'effarante injustice qu'a imposée l'Homme » (Sabrina Yebdri, p 129), « Une personne désigne un individu qui existe réellement, tandis qu'un personnage est la représentation fictive d'un être humain. Le personnage appartient au monde imaginaire créé par le romancier. C'est un être de papier qui donne l'illusion au lecteur de faire partie du monde réel » (p 132).

lecteurs... qui ne lisaient plus ou ne lisent que des revues importées.

Quatorze études et analyses, treize auteurs, avec des sujets tous aussi passionnants les uns que les autres: Amine Zaoui, Nadia Ait Zai, Rachid Tlemçani, Omar Derras (avec deux études), Ahmed Halfaoui, Khales Bentounès, Chérifa Bouatta, Houria Ahcene-Djaballah, Fatma Ousedik, Faïka Medjahed, Latifa Lakhdar, Fatima Oussedik, Mustapha Benfodil aussi... et votre serviteur qui a « commis » une étude « sur la presse féminine et la femme dans la presse ».

D'emblée, l'orientation générale est moderniste, et il ne peut en être autrement face au conservatisme et au passéisme d'une bonne partie de la production « intellectuelle ».

**A ne pas rater... Ce n'est pas cher et la qualité y est. De plus, cela encouragera certainement la recherche et les publications périodiques de valeur universitaire et d'expertise.**

## Un président français condamné à la prison ferme Par-delà le cas Sarkozy

Suite de la page 5

- AFFAIRE DES ÉCOUTES (AFFAIRE BISMUTH)

L'affaire des écoutes, dite aussi affaire Bismuth ou affaire Sarkozy-Azibert, est une affaire judiciaire déclenchée en 2014, dans laquelle Nicolas Sarkozy - qui n'est plus président de la République française au moment des faits - et son avocat Thierry Herzog, sont accusés d'avoir corrompu un magistrat de la Cour de la cassation, Gilbert Azibert, pour qu'il les renseigne sur les enquêtes judiciaires en cours les concernant, notamment l'affaire Woerth-Bettencourt...

En 2014, les écoutes judiciaires décidées dans le cadre de l'enquête sur les soupçons de financement libyen de sa campagne présidentielle de 2007 révèlent la tenue de conversations entre Nicolas Sarkozy et son avocat Thierry Herzog sur des téléphones mobiles enregistrés sous de faux noms ; Thierry Herzog a ouvert une ligne pour Nicolas Sarkozy au nom de Paul Bismuth, dans l'espoir de déjouer la surveillance de la police. Après dix ans de procédures, Nicolas Sarkozy, Thierry Herzog et Gilbert Azibert sont définitivement condamnés en 2024, les peines prononcées sont pour Nicolas Sarkozy de trois ans de prison dont un ferme avec détention à domicile sous bracelet électronique et trois ans de privation des droits civiques. Thierry Herzog est condamné à la même peine assortie de trois ans d'interdiction d'exercer son métier ; et Gilbert Azibert, trois ans de prison dont un ferme.<sup>3</sup> L'ancien président s'accroche aux branches : « Le tribunal a déclaré solennellement que le document [du média en ligne] Mediapart, à l'origine de cette procédure, était, je cite : 'un faux' ! » accuse N. Sarkozy le J. 25 septembre 2025 en sortant du tribunal, après avoir pris connaissance du jugement rendu, pour porter le discrédit sur les éléments utilisés contre lui.<sup>4</sup>

Pourtant, les journalistes de Mediapart ont été définitivement relaxés de faux et usage de faux après une plainte de N. Sarkozy après la diffusion de ce document issu des archives libyennes datées de 2006. Une enquête de 3 ans et demi, menée par deux juges d'instruction, des expertises graphologiques, une expertise scientifique, un recueil de très nombreux témoignages y compris de diplomates et d'agents du renseignement français les a disculpés. Examen judiciaire au bout duquel les juges en 1<sup>ère</sup> instance, puis en appel, puis en cassation ont déclaré qu'on ne pouvait qualifier de « faux » « intellectuel » ou « matériel » le document des journalistes de Mediapart.

C'est ce document qui a permis de révéler la rencontre secrète entre A. Senoussi et les deux envoyés de N. Sarkozy en Libye. (Franceinfo, 26 sept. 2025)

Attentés par B. Hortefeux, par N. Sarkozy, par Ziad Takieddine (décédé au Liban le 23 septembre 2025), tous les procès contre Mediapart ont été par ceux qui les ont intentés.

**QUI DÉSHONORE LA RÉPUBLIQUE ?**

Henri Guaino, ancien conseiller de N. Sarkozy, sollicite une grâce présidentielle « limitée à la suspension de l'exécution provisoire de sa peine, en particulier au mandat de dépôt ». Son argument : cela « relèverait d'un acte républicain, et préserverait l'honneur de nos institutions ». (AFP, V. 26 septembre 2025).

N'est-ce pas plutôt N. Sarkozy ainsi que tous les élus qui se sont rendus coupables d'écarts à la loi, en de multiples dérives, qui dégradent l'image de leur fonction et l'honneur des institutions qu'ils ont pour mission de protéger ? La grâce que réclame H. Guaino, n'aggraverait-elle pas davantage l'état de la République, si le président l'accordait au bénéfice d'élus qui, d'un côté, exigent pour tous la rigueur des lois en s'en affranchissant de l'autre ?

Le législateur ne devrait-il pas, au contraire, être le garant de l'Etat de droit, encore plus sévère en les châtiant de manière exemplaire quand ils outragent les lois qu'ils votent ?

N. Sarkozy n'est qu'un cas parmi de nombreux autres. Quelques exemples :

B. Tapi, (condamné le 15 mai 1995 à deux ans de prison dont un ferme et une inéligibilité de trois ans), H. Emmanuelli (1996 en appel à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et à une amende, pour le délit de recel de trafic d'influence, dans l'affaire politico-financière Urba),

A. Juppé (condamné en 2004 en appel à 14 mois de prison avec sursis et à un an d'inéligibilité pour « prise illégale d'intérêts » dans l'affaire des emplois fictifs de la ville de Paris),

J. Tiberi (condamné en appel en 2013 à trois ans d'inéligibilité pour fraude électorale). Le Pen père (condamné en 1998 à un an d'inéligibilité) et fille (pour détournement dans le procès des assistants parlementaires du Rassemblement national). Y. Benguigui (condamnée en appel en 2016 à un an d'inéligibilité pour avoir fourni une déclaration de patrimoine incomplète), S. Dassault (Il est condamné en 2017 à deux millions d'euros d'amende et à cinq ans d'inéligibilité pour « blanchiment »)

J. Cahuzac (condamné « les yeux dans les yeux » en appel en 2018 à quatre ans de prison, dont deux avec sursis, et cinq ans d'inéligibilité

pour fraude fiscale et blanchiment),

Patrick Balkany (et son épouse Isabelle) condamné en 2023 par la cour d'appel de Paris respectivement à quatre ans et demi et trois ans et demi de prison, 100 000 euros d'amende et dix ans d'inéligibilité pour blanchiment de fraude fiscale). La liste des « élites » qui ont failli et trahi la confiance qui a été placée en eux, directement ou indirectement par les citoyens, est longue : E. Cresson, Ch. Pasqua, F. Léotard, A. Carignon, L. Bertrand... auxquels s'ajoutent une brochette de députés, d'élus locaux, de hauts fonctionnaires...

Jacques Chirac a été le premier chef de l'État français à avoir été condamné en justice (en décembre 2011) à deux ans de prison avec sursis, pour les emplois fictifs à la Mairie de Paris. N. Sarkozy partage avec Pétain une double flétrissure, unique dans l'histoire de la République : il est déchu de sa Légion d'Honneur (à la mi-juin 2025)<sup>5</sup> et condamné à la mise sous écrou à une date qui lui sera signifiée à la mi-octobre. Toutes ces personnalités politiques (de gauche et de droite) contribuent par leur comportement à désespérer les citoyens de la démocratie et à éloigner les électeurs des bureaux de vote. Aucune référence à la gangrène de la corruption et de la violence qui règne dans certains pays du sud de la planète ne saurait escamoter ou excuser ces défaillances dans les nations exemplaires qui se posent en modèles pour le reste du monde.

**Les choix par défaut. Les Européens ne votent pas « pour », ils votent « contre ».**

« Été comme hiver, c'est toujours l'hiver » (J. Prévert)

Les têtes changent, mais la crise demeure. Instabilité politique constitutive des régimes européens. La France est un contre-exemple, pas une exception. L'accumulation de ses déconvenues politiques, économiques, financières... qui inquiète ses partenaires de l'Union et les marchés ne pourrait dissiper une impression générale de fin d'époque à l'échelle occidentale. Par dépit, en juillet 2024, le RN est devenu le premier parti de France. Le Nouveau Front Populaire, désormais en morceaux, a fait illusion, le temps d'une élection.

Par-delà la France sarkozienne, c'est toute l'Europe qui souffre d'une désaffection pour les exécutifs qui changent plus régulièrement souvent que ne le prévoit les échéances électorales ordinaires. Les calendriers sont bousculés et les exécutifs sautent les uns après les autres, bien avant l'expiration de leur mandat.

La situation française est certes caricaturale : Philippe cède sa place à Castex, Castex à Borne, Borne à Attal, Attal à Barnier, Barnier à Bayrou et Bayrou à Cornu. E. Macron est un gros consommateur de premiers ministres, pas moins de quatre en une année. Et ce n'est peut-être pas fini. C'est pire qu'au Royaume-Uni où les « chanceliers de l'échiquier » changent à un rythme effréné. L'explication est simple. Il est hors de question de changer de cap, ni de politique, ni de gouvernement, avec un président qui bat des records d'impopularité, n'ose plus quitter son bunker élyséen et sortir saluer la foule sans se faire siffler, entartré ou recueillir des œufs ou des tomates. Le déferlement populiste sur l'Europe et sur l'Amérique est une escroquerie politique. L'extrême droite et la xénophobie sont les manifestations médiatiques, les prétextes d'un rejet plus profond de systèmes politiques et économiques ressentis comme contraires aux intérêts des citoyens et des nations.<sup>6</sup>

Et pendant que les milliardaires prolifèrent, les peuples s'appauvrissent et les conditions économiques et sociales générales se dégradent. Ce n'est pas Trump qui est acclamé, c'est Biden qui est rejeté. Ce n'est pas Le Pen que veulent les Français (ils l'ont montré en 2002 et en 2022), ils refusent les Sarkozy, les Hollande et les Macron. Les Britanniques ne réclament pas Faraj, ils récuse le jeu de ping-pong entre travaillistes et conservateurs qui s'opposent en s'accordant sur la même politique.

Il en est de même un peu partout en Europe où, pour se maintenir aux commandes, les régimes en place noient leur impopularité dans la guerre en Ukraine, dans la xénophobie ou l'islamophobie et alternent de plus en plus vite parce qu'il y a une inadéquation caractérisée entre la maladie et sa médication.

**Affaisssement économique et politique allemand.**

Démission avant terme du chancelier O. Scholz. Son remplaçant M. Merz apprend à gouverner à la mode macronienne.



LCI, V. 12 janvier 2023

LCI, D. 28 septembre 2025

Tous les partis déclinent sauf l'AFD et surtout dans les Länder de l'est, de l'ex-RDA. Au Portugal, lors des élections législatives de mars, l'extrême droite a multiplié par quatre le nombre de ses députés, passant de 18 à 48 sièges et doublant sa part dans l'Assemblée. Ainsi, derrière le procès Sarkozy et la condamnation de l'ancien président, il faut lire un profond rejet d'un mode de régulation des conflits aussi bien intérieurs d'extérieurs.

**Abdelhak Benelhadj**



**LA LONGUE MARCHÉ DES ALGÉRIENNES VERS LA MODERNITÉ.**  
Par des universitaires et chercheurs algériens. Collection Les cahiers de Liberté, recueil de 14 études et analyses scientifiques. Editions SAEC-Liberté, Alger, n°2, mars-avril 2009, 188 pages, 300 dinars (Fiche de lecture pour rappel, déjà publiée en février 2019. Voir in www.almanach-dz.com)



## Elle sera réalisée sur un terrain de deux hectares Une nouvelle gare routière à Aïn El Turck

**La commune de Aïn El Turck sera dotée d'une nouvelle station de transport des voyageurs, indiquent les services de la wilaya.**

D.B.

Cette nouvelle infrastructure qui sera dotée de toutes les commodités sera destinée à accueillir des milliers d'estivants et à désengorger la circulation routière dans la commune de Aïn El Turck, le projet d'une station urbaine de transport public, devant être réalisée il y a plus de trois ans à la sortie du quartier Bensmir, communément appelé douar Naqous, a été mis aux oubliettes, avant la décision prise par le wali d'Oran Samir Chibani qui a décidé de relancer ce projet. En effet et conformément aux directives du wali, le projet de construction d'une nouvelle station de transport des voyageurs à Aïn El Turck entre officiellement en phase de préparation technique. Ce projet ambitieux

visait à répondre aux besoins croissants en matière de mobilité et à améliorer les infrastructures de transport dans cette commune. Une commission spéciale de la wilaya se chargera de sélectionner les terrains nécessaires à la réalisation de ce projet. Deux hectares de superficie seront réservés pour accueillir cette infrastructure, qui devrait considérablement renforcer les services de transport locaux et interurbains. Le financement du projet sera assuré par la wilaya garantissant ainsi la disponibilité des ressources nécessaires à sa mise en œuvre. La municipalité de Aïn El Turck, qui jouera un rôle clé dans le suivi et la coordination des différentes étapes du projet.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts continus de modernisation des infrastructures publiques dans la wilaya d'Oran, visant à améliorer le quotidien des citoyens et à soutenir le développement économique et touristique de la région. La future station de transport des voyageurs répondra aux normes modernes, offrant des services adaptés aux usagers et contribuant à une meilleure fluidité des déplacements.

La wilaya d'Oran réitère son engagement à travailler en étroite collaboration avec les autorités locales et les parties prenantes pour assurer le succès de ce projet stratégique. Les travaux débiteront dès que l'étude tech-

nique et la sélection des terrains seront finalisées. Ce projet est une étape importante pour Aïn El Turck, renforçant son positionnement en tant que pôle touristique et économique, tout en répondant aux besoins des habitants en matière de transport.

Par ailleurs, le wali d'Oran a également donné son aval à la demande du maire pour la création d'un nouveau rond-point sur la route d'évitement. Ce projet vise à réduire les distances pour les usagers de la route, évitant ainsi le détour jusqu'au rond-point des Dauphins. Cette initiative s'inscrit dans une logique d'amélioration de la mobilité urbaine et de facilitation des déplacements pour les citoyens.

Pour rappel, lors d'une rencontre avec la société civile organisée il y a quelques mois au siège de la daïra de Aïn El Turck, le wali d'Oran, M. Samir Chibani, des décisions majeures ont été prises pour améliorer les infrastructures locales et répondre aux attentes des citoyens. Parmi les principales initiatives, la reprise des travaux d'un bureau de poste longtemps suspendus a été décidée, la transformation du camp Colonel Abbas en un complexe touristique, la réalisation d'une station de transport moderne sur un terrain de deux hectares, la construction de 200 logements sociaux à la cité Mohamed Griss entre autres.

## Plusieurs quartiers de la ville ciblés Lancement d'une campagne pour la prévention des inondations

Une campagne préventive contre le risque d'inondation a été lancée, mardi, dans plusieurs quartiers de la ville d'Oran, à l'initiative de la direction locale des ressources en eau. Cette opération, qui s'étalera sur trois jours, mobilise les moyens humains et techniques de plusieurs organismes, dont la Direction des ressources en eau, la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) et l'Office national de l'assainissement (ONA) - région d'Oran, qui a dépêché des équipes et du matériel provenant de cinq wilayas de l'Ouest du pays.

Le directeur régional de l'ONA à Oran, Bouazza Bouazza, a indiqué à l'APS que cette campagne vise à net-

toyer les oueds, les canaux d'évacuation des eaux et les conduites de drainage, ainsi qu'à enlever les déchets et gravats qui entravent l'écoulement des eaux pluviales, en prévision des saisons d'automne et d'hiver.

Il a ajouté que l'ONA a mobilisé des moyens humains et matériels issus de ses cinq wilayas affiliées (Mostaganem, Mascara, Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès et Tlemcen), soit 30 agents, cinq camions à haute pression et cinq brigades manuelles composées chacune de cinq agents, afin d'intervenir de manière coordonnée tout au long de cette campagne. Cette dernière concernera les différents quartiers et sites

identifiés comme points noirs à risque d'inondation.

Pour sa part, le directeur de l'assainissement de la SEOR, Fouad Ziani, a souligné que cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coordination entre les différents acteurs, en vue d'assurer une saison automne-hiver sans inondations. Les services participant à cette campagne ont, par ailleurs, appelé les citoyens à éviter de jeter des déchets solides dans les avaloirs et à signaler tout blocage ou dysfonctionnement susceptible de représenter un danger en cas de fortes pluies, affirmant que la prévention reste le moyen le plus efficace pour réduire les dégâts.

## Algérie Télécom

## Plus de 66.000 logements raccordés au réseau de fibre optique jusqu'au domicile

Dans le cadre de la modernisation du réseau de télécommunications et afin d'assurer une offre internet à très haut débit, l'entreprise Algérie Télécom a raccordé plus de 66.000 logements au réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), dont 50.000 logements au pôle urbain «Chahid Ahmed Zabana», dans la commune de Misserghine, 8.000 logements au pôle urbain de Belgaid, à Bir El Djir, et 8.000 autres à Oued Tlélat, permettant un débit internet allant jusqu'à 1,2 Go, extensible à la demande des clients, a-t-on précisé. Par ailleurs, sept zones industrielles de la wilaya d'Oran ont été raccordées au réseau de fibre optique, dans le but de fournir toutes les conditions nécessaires aux investisseurs, a-indiqué dernièrement la directrice de la Poste et des Télécommunications. Il s'agit des zones industrielles d'Es-Sénia (1, 2 et 3), d'Arzew, de Bethioua, de Hassi Ameur et de Tafraoui, a précisé la même responsable à l'APS, soulignant qu'une «série de réunions a été tenue avec les services d'Algérie Télécom et la direction de l'industrie et des mines, dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à créer toutes les condi-

tions favorables aux investisseurs».

La direction opérationnelle d'Algérie Télécom à Oran continuera, au cours de l'année en cours, de raccorder les quartiers et les pôles résidentiels au réseau de fibre optique jusqu'au domicile, ainsi que de moderniser et de mettre à jour les réseaux en transférant les clients de l'ancien réseau internet (ADSL) vers le réseau de fibre optique jusqu'au domicile, selon la même source.

Le nombre d'abonnés dans la wilaya d'Oran au réseau de téléphone (ADSL+ ligne fixe) a atteint, à la fin de l'année écoulée, 150.482 abonnés, tandis que le nombre d'abonnés au réseau de fibre optique jusqu'au domicile a atteint 89.568 abonnés.

Concernant la couverture téléphonique des zones reculées, la directrice locale de la poste et des télécom-

munications a souligné que le problème de l'isolement de ces zones a été définitivement résolu, la dernière étant la zone de Sidi Ghanem, où des antennes relais ont été installées pour les opérateurs de téléphonie mobile, ainsi qu'une station 4G d'Algérie Télécom. Par ailleurs, plus de 10.700 abonnés de la wilaya d'Oran ont été transférés du réseau internet ADSL vers le réseau de fibre optique jusqu'au domicile FTTH, en 2024, a indiqué dernièrement la direction opérationnelle locale d'Algérie Télécom.

Grâce à cette opération, qui a touché plusieurs quartiers et pôles urbains dans différentes communes de la wilaya, les clients bénéficient d'une connexion internet avec un débit de 1,2 Go, pouvant être augmenté selon les besoins.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**Gharnati El Houari**, 68 ans, Saint-Pierre  
**Maalem Med Abdelhak**, 43 ans, Haï Zitoune  
**Saïd Kadour**, 68 ans, Terrain Miranda  
**Rejough Houcine**, 77 ans, El Hassi

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

10 rabie ethani 1447			
El Fedjr 05h34	Dohr 12h53	Assar 16h17	Maghreb 18h52
			Icha 20h09



## Oran renforce ses moyens de lutte contre le cancer du sein 3 nouveaux accélérateurs linéaires pour le Centre national de recherche en cancer

J.Boukraa

Dans le cadre de la célébration d'Octobre rose, mois dédié à la prévention et à la sensibilisation contre le cancer du sein, la Direction de la santé a lancé hier en collaboration avec les établissements de santé une vaste campagne de sensibilisation et de dépistage sur la place Aïssa Mes-soudi. Cette manifestation a été inaugurée par le wali d'Oran. Lors de son intervention devant la presse, le directeur de la santé a rappelé l'importance de ces initiatives, soulignant que « la prévention et le dépistage précoce sauvent des vies ». L'année passée, plus de 45.000 femmes avaient bénéficié d'un dépistage dans la wilaya dans le cadre de cette campagne. L'objectif cette année est de dépasser ce chiffre afin de multiplier les chances de prise en charge précoce. La campagne ne se limitera pas aux grands centres urbains : des caravanes médicales sillonneront également les communes éloignées et enclavées afin de toucher le maximum de femmes, y compris celles vivant dans des zones isolées. Il a ajouté que la prise en charge des cancers dans la wilaya d'Oran bénéficie du soutien du Fonds national de lutte contre le cancer.

A ce jour, trois accélérateurs linéaires sont déjà opérationnels.

Deux nouveaux appareils entreront en service le 10 octobre au niveau du CHUO d'Oran, portant ainsi le nombre total à cinq accélérateurs dans la wilaya. Par ailleurs, le Centre national de recherche en cancer qui sera réceptionné fin d'année sera doté de trois nouveaux accélérateurs linéaires, grâce à un investissement de 3 milliards de dinars. D'ici fin 2026, Oran comptera donc huit accélérateurs destinés à la radiothérapie, renforçant ainsi considérablement la capacité de traitement. La wilaya d'Oran dispose actuellement de 29 établissements dédiés à la prise en charge des patientes atteintes de cancer, couvrant aussi bien le dépistage que les consultations spécialisées et les traitements.

Cette montée en puissance des moyens matériels et humains traduit la volonté des autorités sanitaires d'améliorer la prise en charge et de rapprocher les soins des populations.

A travers cette campagne, la Direction de la santé rappelle que le dépistage reste l'arme la plus efficace contre le cancer du sein. Plus la maladie est détectée tôt, plus les chances de guérison sont élevées. Le mois d'octobre à Oran sera donc placé sous le signe de la mobilisation, de la solidarité et de l'espoir, avec pour objectif de sensibiliser, prévenir et sauver des vies.

## Opération douanes-ANP 4 individus arrêtés et plus de 48.000 comprimés psychotropes saisis



K. Assia

Les éléments de la brigade mobile des douanes relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes Oran extérieur sont parvenus en collaboration avec les services de l'ANP de la 2<sup>ème</sup> Région militaire à mettre en échec une tentative de mise sur le marché d'une quantité de 48.450 comprimés psychotropes de marque Pregabaline 300 mg. Cette opération de qualité a été effectuée à la suite d'un contrôle renforcé qui a permis d'intercepter deux véhicules touristiques et une moto.

La fouille minutieuse des moyens de transport a donné lieu à la saisie des produits

psychotropes. Quatre individus ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire de lutte contre la contrebande sous toutes ses formes et le crime organisé et ont été remis aux services compétents pour le complément des investigations.

Le mois dernier, une quantité de 16,475 kg de kif traité, 103 gr de cocaïne, 45 comprimés psychotropes de marque Pregabaline 300 mg et un montant de 577 millions de centimes ont été saisis par les unités opérationnelles de la Direction régionale des douanes d'Oran et les éléments de l'ANP de la 2<sup>ème</sup> Région militaire. Six individus avaient pour rappel été arrêtés.



## Naâma

## Parachever les programmes d'amélioration urbaine

**Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, a insisté, mardi soir, dans la commune de Tiout sur l'importance d'un suivi strict et sur le terrain pour assurer le parachèvement des programmes d'amélioration urbaine dans les délais impartis.**



En donnant le coup d'envoi du projet d'aménagement d'un jardin public et de réhabilitation des espaces entourant l'oasis touristique de Tiout, financé conjointement par le budget des collectivités locales et d'autres programmes sectoriels pour une enveloppe d'environ 210 millions de dinars, le ministre a souligné que les opérations d'aménagement dans les communes à vocation touristique doivent respecter les spécificités architecturales et patrimoniales locales. Ceci permettra de garantir un développement équilibré, alliant authenticité et modernité, tout en renforçant l'attractivité touristique de ces zones.

M. Sayoud a ajouté que les programmes d'amélioration urbaine ont bénéficié d'un financement conséquent de la part de l'Etat, en particulier dans des communes comme celles de la wilaya de Naâma, riches en potentiel touristique, historique, culturel et environnemental, propices à la promotion de l'investissement local. Il a également mis en avant la nécessité de tirer parti de ces ressources pour créer des infrastructures d'accueil et de loisirs, stimuler le tourisme,

et générer des emplois. Le ministre a souligné que la présence sur le terrain et l'écoute directe des citoyens sont essentielles à la mise en œuvre d'un développement durable, en phase avec les aspirations des populations.

Il a précisé que sa visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'état d'avancement des projets ayant un impact direct sur les conditions de vie des citoyens, conformément à la nouvelle dynamique impulsée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, basée sur une gestion participative des affaires locales.

Au terme de sa visite dans la wilaya, le ministre a procédé, dans la commune de Tiout, à l'inauguration d'un CEM baptisé au nom du "Chahid Ben Ghana Miloud" ainsi que du nouveau siège de la commune, qui comprend les différents services administratifs, une salle de conférences et un bureau des documents biométriques, ce qui permettra d'améliorer la qualité des services publics rendus aux citoyens.

Durant sa visite, M. Sayoud a écouté les doléances des citoyens et des représentants de la société civile, réaffirmant l'engagement de l'Etat à prendre en charge les pro-

positions de développement susceptibles de relancer l'économie locale.

Cette visite a également permis au ministre de s'enquérir de nombreux projets de développement dans la région, touchant à plusieurs secteurs notamment l'aménagement urbain, l'habitat, l'éducation et tourisme, traduisant les efforts de l'Etat pour améliorer les conditions de vie des citoyens.

La visite avait débuté dans la commune de Mecheria, où le ministre a inspecté le centre de maintenance des trains, visité les travaux d'aménagement urbain de l'avenue de l'Indépendance au centre-ville, et inauguré deux écoles primaires dans le quartier El-Fath. Il a également examiné l'état d'avancement des projets de lotissements sociaux pour l'auto-construction, ainsi que le projet de 300 logements publics locatifs.

A Ain Sefra, M. Sayoud a pris connaissance des travaux de réhabilitation de la rue Colonel Lotfi, et a donné le coup d'envoi d'un projet de 500 logements publics locatifs, ainsi que d'une extension d'un lycée sportif, et a inspecté les aménagements de lotissements sociaux comprenant 1530 parcelles destinées à l'auto-construction.

## Mascara

## Un nouvel apport pour le périmètre de la plaine d'El Habra

Un apport supplémentaire de 2 millions de mètres cubes d'eau a récemment été attribué pour l'irrigation des terres agricoles du périmètre de la plaine d'El Habra, dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris auprès de la direction de l'hydraulique.

Selon la même source, ce volume d'eau a été prélevé du barrage de la commune de Bouhanifia et permettra l'irrigation d'environ 5.000 hectares de terres plantées d'agrumes, situées dans la

plaine d'El Habra (communes de Mohammadia, Bouhanifia, Macta Douz et Sidi Abdelmoumen).

Cette mesure a été prise par le ministère de l'Hydraulique, en réponse aux demandes formulées par les agriculteurs activant dans ce périmètre irrigué, selon la même source, sachant que ce quota vient s'ajouter à celui déjà alloué au périmètre irrigué de la plaine d'El Habra, ces dernières semaines, portant le volume total à 12 millions de mètres

cubes, est-il précisé. A noter que la Chambre d'agriculture de la wilaya, en coordination avec les directions des Services agricoles et de l'Hydraulique, ainsi que la branche locale de l'Office national d'irrigation et de drainage, a organisé une rencontre de sensibilisation avec les représentants des agriculteurs de ce périmètre, afin de les encourager à utiliser les équipements modernes d'irrigation pour économiser l'eau, selon la même chambre.

## Tissemsilt

## Réhabilitation de plusieurs services de l'hôpital

Plusieurs services de l'établissement public hospitalier "Chahid Djerar Benabdallah" de Tissemsilt ont bénéficié d'opérations de réhabilitation et de mise à niveau, selon le directeur de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya, Bahaeddine Fatmi. Le même responsable a précisé que l'opération a concerné de nombreux services, notamment ceux de médecine interne, de chirurgie générale, des maladies infectieuses, d'hémodialyse et d'oncologie.

Les travaux sont en pha-

se d'achèvement, en particulier dans quatre salles d'opérations chirurgicales, et dont la réception est prévue prochainement, après la finalisation des raccordements aux gaz médicaux, a-t-il indiqué.

M. Fatmi a souligné que ces travaux de réhabilitation, visant à améliorer les prestations médicales offertes aux patients, ont mobilisé une enveloppe financière de plus de 79 millions DA, rappelant que l'établissement public hospitalier "Chahid Djerar Benabdallah" a réceptionné, au cours de cette

année, 14 appareils d'hémodialyse. A rappeler que le secteur de la santé dans la wilaya a bénéficié, durant la même année, d'un projet de réalisation d'un nouvel hôpital d'une capacité de 240 lits, qui regroupera diverses spécialités médicales et chirurgicales. Le futur établissement de santé sera réalisé dans la commune de Tissemsilt et devra contribuer à alléger la pression sur les trois établissements publics hospitaliers existants dans la région, situés à Tissemsilt, Bordj-Bounaama et Theniet El-Had.

## Aïn Témouchent

## Les projets de la daïra de Oulhassa au peigne fin

Les communes de Oulhassa et Sidi Ouriach, dans la wilaya de Aïn Témouchent, bénéficient de plusieurs projets de développement dans différents secteurs, a-t-on constaté lors d'une visite d'inspection effectuée, mardi, par le wali Mabrouk Ould Abdennebi.

A Oulhassa, les travaux de réalisation de 40 logements publics locatifs sont en cours. Le projet devra être livré en mai de l'année prochaine, selon les explications fournies par les responsables de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Le wali a insisté sur le respect des délais de livraison et sur la valorisation optimale du terrain, qui s'étend sur 5 000 m<sup>2</sup>, en vue d'y programmer d'autres projets d'habitat.

La même commune a également été renforcée par un groupe scolaire mis en service à l'occasion de

la rentrée scolaire 2025-2026, et qui devra être doté, dans un délai de deux mois, d'une cantine scolaire servant plus de 200 repas, dont les travaux avancent de manière significative.

Par ailleurs, le wali a inspecté le projet de réhabilitation de la polyclinique de Oulhassa, qui fonctionne 24h/24. Les travaux, financés à hauteur de 49 millions de dinars, sont réalisés à 45 %, avec une livraison prévue avant la fin de l'année, selon le directeur de la santé et de la population, Abdelkrim Mohamed Zelmat.

M. Ould Abdennebi a également souligné que le secteur de la santé a bénéficié cette année de l'inscription d'une étude pour la réalisation d'un hôpital de 69 lits au profit de la daïra de Oulhassa, et que des démarches sont en cours pour faire inscrire ce projet dans le cadre

des propositions de développement pour l'année prochaine.

A Sidi Ouriach, le wali a visité le projet de réalisation d'un nouveau siège pour l'APC, doté d'un budget de 86 millions de dinars, et dont les travaux affichent un taux d'avancement important. Il reste à lancer les travaux d'aménagement extérieur et de l'entrée principale du bâtiment.

Il a également inspecté le projet de réalisation du stade communal de Sidi Ouriach, appelant à rattraper le retard accumulé pour permettre sa mise en service au profit du club local et des jeunes. Il a donné des instructions pour lever toutes les réserves nécessaires à l'obtention du certificat de conformité, qui permettra d'accueillir des rencontres officielles au niveau des championnats de wilaya et régionaux.

## Saïda

## Une délégation diplomatique au centre spécialisé pour femmes détenues

Une délégation diplomatique a effectué, mardi, une visite au centre spécialisé pour femmes détenues de la ville de Saïda, afin de s'informer de l'expérience du centre en matière de réinsertion sociale des femmes incarcérées. Cette délégation est composée notamment de Mme Natasha Van Rijn, représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et de M. Fabrizio Poretti, chef du bureau de coopération suisse pour la région du Maghreb.

Dans son allocution à cette occasion, Mme Van Rijn a déclaré que ce centre spécialisé constitue "un modèle exemplaire incarnant la volonté d'inscrire la réinsertion de la femme dans la société comme un axe central de la mission de la justice".

De son côté, le procureur général près la Cour de Saïda, Ismaïl Gdidir, a mis en avant les avancées réalisées par l'Algérie dans la prise en charge des femmes détenues, ainsi que les efforts déployés pour leur offrir de meilleures opportunités de réintégration, notamment à travers la formation professionnelle et l'emploi, tout en mettant en exergue les résultats obtenus dans ce domaine.

Il a également salué les équipements dont dispose le centre, en particulier dans les domaines de la couture, de la cuisine, de la pâtisserie, de la coiffure et de l'es-

thétique, qui permettent aux détenues d'acquérir des compétences professionnelles facilitant leur réinsertion après avoir purgé leurs peines. Par ailleurs, il a évoqué le rôle du législateur algérien dans la mise en place d'un cadre juridique global en matière de prise en charge des détenues, comme le prévoit la loi relative à l'organisation pénitentiaire et à la réinsertion sociale des détenues.

La délégation diplomatique, accompagnée des autorités de la wilaya, de cadres du secteur de la justice et de l'administration pénitentiaire, a visité plusieurs ateliers et espaces du centre, consacrés à la formation, à l'éducation, aux loisirs, à la lecture, à la mémorisation du Coran, ainsi qu'à la pratique sportive.

## Cinq blessés dans une collision

Belkecir Mohamed

L'unité secondaire de la protection civile est intervenue mardi à la suite d'un accident de la circulation. Le sinistre s'est produit à la suite d'une collision entre deux voitures sur la

RN 7 reliant Ain Fares et Mascara à la sortie de la bourgade de Noureddine. Cinq personnes, âgées de 18 à 50 ans, ont été blessées. Elles ont été évacuées vers le service des Urgences. Une enquête est ouverte pour déterminer les circonstances de l'accident.



**République Algérienne Démocratique et Populaire**

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique  
Ecole Normale Supérieure à Saïda  
N.I.F : 425020000200185

**AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE**

Conformément aux dispositions de l'article 46 de la loi n°23-12 du 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et en application des articles 65 et 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation du marché public et des délégations de service public, l'école normale supérieure de Saïda informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°02/ENS/2025 affiché en date du 24/08/2025 dans les journaux nationaux « Le Quotidien d'Oran, المجتبع » et BOMOP relatif à l'acquisition d'équipements scientifiques pour des laboratoires pédagogiques pour l'ENS Saïda.

**Lot N°04 : Equipement pour TP informatique**

Et suite à l'évaluation des offres techniques et financières effectuée le 21 Septembre 2025, la commission d'ouverture et d'évaluation des offres a retenu pour ce lot, le soumissionnaire suivant :

Désignation du lot	Soumissionnaire Retenu	Montant (DA) TTC	Délai d'exécution	NIF	Note technique	Critères de choix
Lot N°04 : Equipement pour TP informatique	SARL SIMS	3.170.160,00	09 Jours	001520074265669	65,55 pts	Offre qualifiée techniquement et moins disante

- Les soumissionnaires qui veulent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières peuvent se rapprocher de l'école normale supérieure de Saïda au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de cet avis d'attribution.
- Les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours devant la commission des marchés compétente dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de publication de cet avis dans les journaux nationaux ou BOMOP et ce conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation du marché public et des délégations de service public et l'article 56 de la loi n°23-12 du 05 Août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours et prorogée au jour ouvrable suivant.

Saïda, le .....

**Le directeur**

ANEP N° 2531013045 Le Quotidien d'Oran 02/10/2025

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET DEMOCRATIQUE**

WILAYA DE MASCARA  
DIRECTION DE LA SANTE  
ET DE LA POPULATION  
NIF : 097529010017814

**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES N° 02/2025**

La Direction de la santé et de la population de la Wilaya de Mascara lance avis appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale pour Acquisition des équipements et parc auto pour la polyclinique MOHAMMADIA (MASCARA)

- Lot 01 : Equipements Médicaux (UMC)
- Lot 02 : Equipements de Laboratoire
- Lot 03 : Equipements d'Imagerie Médicale
- Lot 04 : Acquisition d'Ambulance Sanitaire
- Lot 05 : Equipements de Stomatologie
- Lot 06 : Equipements d'Ophtalmologie
- Lot 07 : Mobilier Médical

Les soumissionnaires fabricants, importateurs, intéressés par le présent avis d'appel d'offres national ouvert exigence de capacité minimale peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de la santé et de la population de la Wilaya de Mascara (Bureau des Marchés).

- Les soumissionnaires doivent transmettre leurs offres sous trois(03) plis cachetés dont l'enveloppe extérieure doit porter la mention suivante : (soumission à ne pas ouvrir que pour la commission d'ouverture et d'évaluation des offres) avec l'intitulé de l'opération.
- Les offres doivent être adressées à la DSP – Cité Administrative – Wilaya de Mascara.
- Le cahier des charges étant établi en 07 lots.
- les soumissionnaires peuvent soumissionner l'ensemble des lots ou par lot séparé pour l'ensemble des articles du lot

**CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ**

En vertu de l'article n°43 de la loi n°23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales des marchés publics et des articles 44 et 54 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

**Capacités professionnelles :**

Pour les lots : 01, 02, 03, 05, 06 et 07

- ✓ Fabricants, importateurs ou distributeur.
- ✓ Une copie de l'agrément délivré par le ministère de l'Industrie (en cours de validité).
- ✓ Registre de commerce (code d'activité commerciale requis pour le type d'équipements médicaux)

Pour les lots n° : 04

- ✓ Fabricants, ou concessionnaires agréés ayant un registre de commerce (code d'activité commerciale requis pour tous types de véhicules à destination professionnelles)

**Capacités financières :**

Ayant un moyen de chiffre d'affaires des trois (03) années (2022-2023-2024) comme suit :

Pour les lots : 01, 03, 04 et 06 : égal ou supérieur à 5 000 000,00 DA.

Pour les lots : 05 et 07 : égal ou supérieur à 1 000 000,00 DA.

Pour les lots : 02 : égal ou supérieur à 10 000 000,00 DA

**Capacités Techniques :**

Ayant au moins une attestation de bonne exécution similaire (lot demandé) durant les cinq (05) dernières années, délivrée par des services contractants publics.

**Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement.**

**CONTENU DU DOSSIER DE SOUMISSION**

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Les offres doivent comporter un dossier de candidature, offre technique et offre financière. (voir cahier des charge article 12)

- La date limite des dépôts des offres est fixée à **Quinze (15) jours** à compter de la 1<sup>re</sup> parution dans les quotidiens, ou BOMOP à 13h30. Sous triple enveloppes (enveloppe extérieure qui contiendra trois(03) enveloppes séparées, l'une comportant l'offre candidature, l'offre technique et l'autre l'offre financière) cachetée et anonyme portant la mention suivante.

**Soumission (An) ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et l'évaluation des offres)**

- La date d'ouverture des plis et l'évaluation des offres se fera le même jour à 14h00. Si la date d'ouverture coïncide avec un jour de weekend ou un jour férié la date d'ouverture se fera le jour ouvrable suivant.
- Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis et l'évaluation des offres prévu à l'expiration du délai de dépôt des offres à 13h30 au siège de la DSP de la Wilaya de Mascara - cité administrative.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois et commence à compter de la 1<sup>re</sup> parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou dans les quotidiens nationaux jusqu'à la date de dépôt des offres.

**Le Directeur**

ANEP N° 2531013057 Le Quotidien d'Oran 02/10/2025

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT  
Lotissement Saïd Hamdine Bir Mourad Rais – ALGER  
N° Identification fiscale : 000016001405697

A. A. D. L.

PROGRAMME DE LOGEMENTS LOCATION-VENTE

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES**  
**LA RÉALISATION DE 1000 LOGEMENTS EN TCE AVEC LOCAUX A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIE Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION**  
**« RESEAUX TERTIAIRES » SITE KARMANE, COMMUNE DE TIARET, WILAYA DE TIARET**  
**PROGRAMME LOCATION-VENTE AADL 03 TRANCHE 185 000 LOGEMENTS ZONE 02**

N° 64 /DRT/AADL/2025

En application des dispositions de la Loi n° 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, notamment les articles N° 42,47 et 48 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

L'AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT « AADL » - Direction Régionale de Tiaret lance appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales  
**LA RÉALISATION DE 1000 LOGEMENTS EN TCE AVEC LOCAUX A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIE Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION « RESEAUX TERTIAIRES » SITE KARMANE, COMMUNE DE TIARET, WILAYA DE TIARET** PROGRAMME LOCATION-VENTE AADL 03 TRANCHE 185 000 LOGEMENTS ZONE 02

Conformément aux articles 36,38,43,60 et 63 de la loi N° 23-12 du 05/08/2023 fixant les Règles Générales relatives aux marchés publics et aux articles 44,54,55,56 et 57 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service publics. L'avis d'appel d'offre objet du présent cahier des charges s'adresse aux candidats remplissant les Conditions d'éligibilités suivantes :

En application du décret exécutif N° 93-289 du 28/11/93 portant obligation pour toutes les entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, d'être titulaire du certificat de qualification et classification professionnelle, modifié et complété par le décret exécutif N° 05-114 du 07/04/2005.

En application de l'arrêté interministériel du 01/03/1983 fixant la nomenclature des activités économiques des entreprises du bâtiment, de travaux publics et l'hydraulique, sous peine d'élimination.

**A) Capacité professionnelle**

- Ayant la qualification et classification professionnelle à la catégorie **VI (Six) ou plus, Qualifié en bâtiment comme activité principale et Travaux publics ou Hydraulique en activité secondaire.**

**B) Capacités financières**

Ayant un chiffre d'affaires cumulé des trois meilleurs bilans des cinq dernières années visées par les services des impôts (2020,2021, 2022, 2023 et 2024) égale ou supérieure à **700 000 000,00 DA**

**C) Capacités techniques :** ayant les moyens humains et matériels suivant :

**1/-Moyens humains :** le soumissionnaire devra avoir minimum le personnel suivant :

- Un (01) Architecte ou ingénieur ou master dans le domaine du bâtiment ayant une expérience supérieure ou égale à **Trois (03) ans.**
  - Un (01) Technicien supérieur en bâtiment ou plus ayant une expérience supérieure ou égale à **Trois (03) ans.**
  - Ou un (01) Technicien supérieur ou plus en VRD ou TP ou hydraulique ayant une expérience supérieure ou égale à **Trois (03) ans.**
- Justifié par les pièces administratives et réglementaires y afférent à savoir : L'Attestation d'affiliation CNAS en cours de validité, CASNOS, diplômes, et le cas échéant fiches carrières les attestations et les certificats de travail pour justifier l'expérience.

**2/-Moyens matériels :**

Le soumissionnaire doit avoir minimum les moyens suivants :

**Système de construction :**

- Quatre (04) camions de 15 t ou plus
- Un (01) Centrales à Béton de 2° 30 m3/h ou 60 3m/h
- Un (01) grues fixe
- Un (01) pelles mécaniques

**NE :** La liste des moyens matériels de l'entreprise doit être appuyé par (Cartes grises et police d'assurances en cours de validité pour le matériel roulant et constat récent d'huissier de justice (daté de six (06) mois maximum à la date de dépôt des offres) et /ou un contrat leasing avec une banque pour le matériel non roulant.

**3/-Références professionnelles :** le soumissionnaire devra remplir l'une des conditions suivantes à savoir :**Avant déjà réalisé**

- Un projet de 500 logements en un seul tenant.
  - Ou Un cumul de projets de logements d'au moins 800 logements en prenant en considération les projets de 200 logements ou plus,
- Justifier par des attestations de bonne exécution ou d'exécution des projets réceptionnés durant les 10 dernières années (2016 à 2025).**

Ces attestations doivent contenir les informations suivantes ou accompagné des documents ci-après :

- L'intitulé du projet
- Le montant du projet
- Délai de réalisation
- Date du procès-verbal provisoire ou définitif.

**Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement.**

**Le dossier de candidature ne peut être complété.**

**-Les pièces justifiant les conditions d'éligibilité ne doivent pas être présentes dans l'offre technique.**

Contre le paiement de **Vingt Mille (20 000.00 DA), au niveau de la régie de la direction**

La Direction de l'Agence Régionale AADL Tiaret

Sise à Cité 500 Logements Kaid Ahmed route d'Alger Tiaret

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet, dans le cas d'un groupement momentané, le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant désigné à cet effet, sauf stipulation contraire dans la convention de groupement.

Seuls les candidats qui auront retiré le cahier des charges, sont autorisés à participer au concours national d'architecture restreint.

**Le dossier de candidature comprend :**

Une déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet

Une déclaration de probité (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.

Les statuts pour les sociétés

Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats soumissionnaires cités à l'article N°04 du présent cahier des charges

**L'enveloppe dénommée « L'OFFRE TECHNIQUE » contient :**

1/ La déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.

2/ Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif signé, daté et cacheté par le soumissionnaire selon modèle joint au présent cahier des charges (sous peine de rejet de l'offre) et tout autre document exigé y afférent à savoir :

Les moyens humains à mobiliser pour le projet

Le matériel et équipement à mobiliser pour le projet

Méthodologie d'exécution des travaux

Contraintes d'exécution des travaux et solutions proposées

3/-Le cahier des charges portant à sa dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

4/-Caution de soumission d'un montant supérieur à 1% de l'offre pour les offres excédants le montant d'un milliard de dinars en toutes taxes comprises (1 000 000 000 .00) DA/TTC

**C- L'enveloppe dénommée « L'OFFRE FINANCIERE » contient :**

1/-La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.

2/- Le montant forfaitaire ainsi que le cout du mètre carré habitable des logements.

3/- Le montant forfaitaire ainsi que le cout du mètre carré commerces.

4/- Le montant forfaitaire ainsi que le cout du mètre carré de la conciergerie.

5/- Le montant forfaitaire des travaux de viabilisation ainsi que le cout du mètre carré rapporté au logement.

6/- Tableau récapitulatif du montant total du marché

7/- Le planning de la réalisation des ouvrages.

L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :

La Direction de l'Agence Régionale AADL Tiaret

Sise à Cité 500 Logements Kaid Ahmed route d'Alger Tiaret

Un délai de préparation des offres de **quinze (15) jours**, il commence à courir à partir de la 1<sup>ere</sup> publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou dans la presse.

Le service contractant peut, quand les circonstances le justifient, proroger la durée de préparation des offres au moins trois jours avant la date limite de dépôt des offres. Dans ce cas, il en informe les candidats par tout moyen.

L'ouverture en séance publique du dossier de candidature, s'effectuera au siège du maître de l'ouvrage indiqué ci-dessus en présence des soumissionnaires le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres sus- indiquée à quatorze heures (14 h 00).

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres, pendant un délai de quatre-vingt –dix (90) jours augmenté de la durée de préparation des offres, à compter de la date de séance d'ouverture des plis.

**LE DIRECTEUR REGIONAL**

ANEP N° 2531013066 Le Quotidien d'Oran 02/10/2025



## Communiqué

**Ooredoo Algérie marque la Journée Internationale des Personnes Âgées**

Fidèle à ses valeurs de solidarité et de partage, Ooredoo Algérie marque la Journée Internationale des Personnes Âgées, coïncidant avec le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, et affirme son engagement profond et durable envers cette frange précieuse de la société algérienne. Initiée par des Nations Unies, la Journée internationale des personnes âgées célèbre cette année sous le thème « Les personnes âgées, moteurs de l'action locale et mondiale : nos aspirations, notre bien-être et nos droits », met en lumière le rôle transformateur que jouent les personnes âgées dans la construction de sociétés résilientes et équitables. Dans cette dynamique solidaire en faveur de cette frange de la société, Ooredoo avait entrepris des visites solidaires, notamment à l'occasion de Aid El Fitr, au profit des personnes âgées des centres d'hébergement situés à Alger, permettant de partager des moments empreints de convivialité, et de bienveillance. En étroite collaboration avec l'Association Nationale d'Aide aux Malades «Winnelka», Ooredoo Algérie a mené depuis plu-



sieurs années des initiatives concrètes en faveur des personnes âgées. Parmi les plus marquantes, figure le don composé d'équipements médicaux, paramédicaux et parapharmaceutiques, ainsi que de mobilier, de literie et d'appareils audiovisuels destinés aux centres pour personnes âgées d'Alger et la visite au centre spécialisé des personnes âgées de Hammam Righa (Ain De-fla). Ces rencontres ont également été l'occasion pour Ooredoo d'offrir des cadeaux et

d'apporter un soutien moral précieux aux résidents, en leur offrant un meilleur confort et contribuer durablement à l'amélioration de leur qualité de vie au sein de ces établissements d'accueil.

Cette célébration reflète pleinement les valeurs d'humanité, de respect et de solidarité qui guident Ooredoo Algérie dans toutes ses initiatives. L'entreprise réaffirme ainsi sa volonté de poursuivre et d'intensifier ses efforts en faveur d'une société plus inclusive.

**APARTEMENTS**

■ Vds appart F2, sup 132 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup>, vue sur mer, seul au palier, dble faç (20x10)m + Local comm, 22 m<sup>2</sup>, acté D/F avec sanit const neuve C/V côté fr de mer rue Nancy à côté Pharmacie Tél : 0661.20.19.59

■ A vendre F4 (acté F3) de 95 m<sup>2</sup> au 1<sup>er</sup> étage, Avenue de Loubet (centre-ville d'Oran) ; convient fonction libérale - Tél : 0661.28.50.78/ 0770.44.68.69

■ A vendre F2, 3<sup>e</sup> étage, superficie 55 m<sup>2</sup> à Cap-Falcon, acté livret foncier - Tél : 0666.19.98.50

**VILLAS**

■ Oued Tiélat (Oran) : A vendre carcasse d'habitation R+3+ cave, acte - Livret foncier + Permis de construire conforme 135 m<sup>2</sup>, côté Sera, 40m de RN4, construit suivant les normes - Tel: 0662.45.81.26

■ A.V villa R+1, 270 m<sup>2</sup>, avec piscine, 14 m F, la Lofa + A louer villa R+2, 300 m<sup>2</sup>, la Lofa + A.V villa, R+1, 240 m<sup>2</sup>, côté la Lofa + A.V villa, 400 m<sup>2</sup>, 20 m F. ENSEP + A.V villa R+1, 200 m<sup>2</sup>, en face hôtel 'Président + A.V 130 m<sup>2</sup> D.F Hasnaoui + A louer dépôt 110 m<sup>2</sup>, Senia. Pas de courtier svp - 0773.24.62.36 - 0792.04.44.29

**DIVERS**

■ Entreprise travx bâtiments, longue expérience, ponctuelle, vous propose : démolition, finition (faïence, dalle de sol) - plomberie - électricité - Tél : pour ville appart, usine, hôtel, Ain El-Turck, Oran et environs - 0792.56.03.68

**VEHICULES**

■ Vends Volkswagen, année 2022, 17.000, km /1<sup>re</sup> main + Loue licence de café Oran-ville - Tél : 0670.20.31.26 - 040.50.47.06

**HUISSIERS DE JUSTICE****محضرين قضائيين**

لكل إعلانكم للبيع بالقرعة في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

**A vendre appart F4, 140 m<sup>2</sup>,**

de luxe, aux 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> étages, résidence neuve de 7 étages avec ascenseur, 2 locataires par palier à Fernand-ville côté mosquée El Kods Oran.

**Veuillez contacter et proposer votre prix : Tel : 0775.10.76.28**

**Société industrielle implantée à El Karma - Es Sénia (Oran)****Recrute**

**Une (1) Assistante de Direction générale** diplômée en Sciences économiques ou financières et ayant plus de cinq (5) ans d'expérience, véhiculée, âge + 35 ans pour assurer les activités suivantes :

- Assurer la gestion du secrétariat (courriers et courriels)
- Suivre les états de présence des travailleurs
- Suivre les dossiers du personnel étranger
- Suivre les dossiers d'importation
- Gérer les dossiers clients et fournisseurs
- Assurer la relation avec les organismes sociaux

**Quatre (4) ingénieurs en électrotechnique/ électromécanique** ayant cinq (5) ans d'expérience pour assurer les activités suivantes :

- Opérateur sur machine de production
- Réglage des machines de production
- Maintenance des machines de production
- Entretien des outils et des moules

**Les candidats doivent habiter aux environs de la société (Axe El Karma-Oued Tiélat - Zahana). Etre véhiculé est un plus.**

**Les CV doivent être transmis à l'adresse :**

**mail.candidatures.2025@gmail.com dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de parution de cette annonce.**

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**MINISTRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE**

DIRECTION DE L'URBANISME  
ET DE L'ARCHITECTURE  
ET DE LA CONSTRUCTION  
DE LA WILAYA DE RELIZANE  
NIF : 09944801 9000 131

**AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire**

**(2<sup>ème</sup> AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N° 13 /2025)**

**OPERATION : ETUDE, SUIVI ET REALISATION DES TRAVAUX D'AMELIORATION URBAINE A TRAVERS LA WILAYA DE RELIZANE - PROGRAMME 2025.**

**LOT 05: TRAVAUX D'AMENAGEMENT EXTERIEUR DE LA PLACETTE 17 OCTOBRE COMMUNE DE RELIZANE.**

Conformément à l' articles 65 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public, la Direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la construction de la wilaya de Relizane porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaire ayant participé à 2<sup>ème</sup> avis D'appel D'offres Avec Exigence Des Capacités Minimales N°13 /2025 par 10/09/2025 relatif au projet cité en dessus.

PROJET	L'ENTREPRISE	MONTANT EN TTC (DA)	DELAI	CRITERES DE CHOIX
LOT 05: TRAVAUX D'AMENAGEMENT EXTERIEUR DE LA PLACETTE 17 OCTOBRE COMMUNE DE RELIZANE	INFRUCTUEUX			

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la wilaya de Relizane commission compétente dans un délai de 10 jours à compter de la première parution du présent avis dans les Quotidiens nationaux ou le BOMOP et ce conformément aux dispositions de l'article 114 du décret présidentiel N° 10/236 du 07/10/2010 portant réglementation des marchés publics.

Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Les autres soumissionnaires intéressés sont invité de se rapprocher de nos services, au plus tard 03 jours à compter du premier jour de la publication de la présente attribution provisoire afin de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

ANEP N° 2531013046 Le Quotidien d'Oran 02/10/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
République Algérienne Démocratique & populaire  
وزارة الصحة  
Ministère De La Santé.

Etablissement Hospitalier Universitaire EHU ORAN

Route de Sidi Maârouf, Usto - Oran

NIF : 40801600003104500010

**ERRATUM**

**DE L'AVIS D'ATTRIBUTION L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DE MARCHE PARU SUR الموعد 21/09/2025 Quotidien 21/09/2025**

Il est porté à la Connaissance des Soumissionnaires ayant répondu à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités n°05/ 2025 du 13/07/2025 concernant La Fourniture de produits d'entretiens, au profit de l'Etablissement Hospitalier et Universitaire EHU d'Oran, qu'un correctif a été apporté à l'avis d'attribution parus dans الموعد 21/09/2025 Quotidien 21/09/2025 selon le tableau suivant :

Attribution provisoire	Lot	NOTE TECHNIQUE	Montant MIN du marché en DA/TTC	Montant MAX du marché en DA/TTC	Observation
AEK COMMERCE MULTIPLE NIF : 190482800339148	01 : Produits d'entretiens	60 POINTS	Montant proposé : 29 702 043.00 DA Montant corrigée : 29 540 798.00DA	Montant proposé : 39 926 701.50 DA Montant corrigée : 39 690 486,50 DA	Moins disant après qualification technique

**Le Directeur Général**

ANEP N° 2531013072 Le Quotidien d'Oran 02/10/2025



**TF1**

**20.10 ENQUÊTE EN FAMILLE**



**Saison 1 - Episode 1**

Tout juste nommée capitaine de police, Charline Rochette, est affectée sur ses terres bretonnes d'origine. Pour sa prise de fonction, la jeune femme hérite du dossier de la mort suspecte d'Anna, retrouvée pendue dans la demeure secondaire des Lantelme. Pour mener cette enquête délicate, la policière peut compter, malgré elle, sur l'aide improvisée de ses parents Claire et Philippe, exaltés à l'idée de pouvoir apporter leur soutien à leur fille.

**2**

**20.10 ENVOYÉ SPÉCIAL**



Bilal Alnemr, un jeune prodige du violon, joue aux côtés d'artistes israéliens, libanais et égyptiens au sein de l'Orchestre pour la Paix de Daniel Barenboim. Son talent lui a permis de fuir la guerre et de sauver sa famille. À 13 ans, Bilal est repéré par deux professeurs français en visite à Damas. Il quitte alors sa famille et son pays, afin de suivre des études au conservatoire d'Aix-en-Provence. Six mois plus tard, la guerre civile éclate en Syrie. Il est séparé de sa famille. Pendant 7 ans,...

**3 JEUDI**

**20.10 MAMAN A DISPARU**



Après la disparition mystérieuse de leur mère, Louise et Céline, deux sœurs que la vie a séparées, se retrouvent face à l'urgence de la situation. Leur mère, vivant seule dans les montagnes, est en danger et les heures passent rapidement. Tandis que la gendarmerie se mobilise pour organiser des recherches, les deux femmes, dont les caractères diamétralement opposés créent des tensions, décident de mener leur propre enquête. Cette quête les pousse à explorer leur passé familial,...

**CANAL+ CINEMA**

**20.00 FARIO**



Léo Jobart, brillant ingénieur français, mène une vie dissolue à Berlin. Le jeune homme est amené à passer quelques jours dans son Doubs natal. En effet, la maire du village dans lequel il a grandi a accepté qu'une entreprise d'extraction de terres rares vienne forer dans les terres environnantes. Pour ce faire, l'édile attend l'accord de la famille Jobart, qui possède encore plusieurs terrains convoités par l'entreprise. Si Léo ne voit aucune objection à céder,...

**6**

**20.10 LE MEILLEUR PÂTISSIER**



**- Accros au choco !**

Pour cette quatrième semaine du concours, Cyril Lignac et Mercotte mettent à l'honneur l'ingrédient le plus irrésistible qui soit : le chocolat. Après avoir revisité le classique et incontournable coulant, dessert iconique qui exige une cuisson parfaite et un cœur fondant à souhait, les candidats se frottent à l'épreuve technique. Ils doivent à présent réaliser un Fedora, un bijou de pâtisserie mêlant biscuit succès, mousse légère, crémeux onctueux et décor raffiné.

**CINE + FAMIZ**

**19.50 L'ENTENTE CORDIALE**



Viktor Zilenko (François Levantal), ancien agent du KGB devenu trafiquant, est sur le point de réaliser une transaction lucrative. Après avoir dérobé une puce électronique d'une valeur inestimable, il la met en vente, attirant l'attention de plusieurs acheteurs. Le gouvernement français, déterminé à sécuriser cette technologie sensible, propose une offre alléchante de 25 millions de dollars. Pour orchestrer cette opération délicate, François de la Conche (Christian Clavier),

**CANAL+**

**20.00 LYON / SALZBOURG : LIGUE EUROPA**



Une semaine après avoir débuté leur campagne en Ligue Europa sur le terrain des Néerlandais d'Utrecht, Tanner Tessmann les Lyonnais disputent leur premier match à domicile. Pour s'installer durablement parmi les huit premiers du classement, les joueurs de Paulo Fonseca n'ont pas intérêt à perdre des points précieux ce soir face aux Autrichiens de Salzbourg. Les Gones vont en effet disputer deux matchs d'affilée devant leur public au mois d'octobre en enchaînant à domicile contre...

**CINE + PREMIER**

**19.50 THE RYAN INITIATIVE**



Ayant survécu à une attaque en Afghanistan, le lieutenant Jack Ryan (Chris Pine) est recruté par William Harper (Kevin Costner), un agent chevronné de la CIA, pour devenir analyste financier. Sa mission l'emmène à infiltrer une banque où il découvre des transactions suspectes liées à des comptes russes. Ses investigations le conduisent à Viktor Cherevin (Kenneth Branagh), un milliardaire aux intentions nébuleuses, qui semble ourdir un plan...

**TF1**

**20.10 MASK SINGER**



**Saison 8 - Spéciale boum**

Dissimulées sous des déguisements, des célébrités délivrent anonymement des performances scéniques. Dans le rôle des enquêteurs, Kev Adams, Chantal Ladesou, Laurent Ruquier, rejoints cette saison par Michaël Youn, tentent de regrouper des indices pour les démasquer. Parmi les dix-sept concurrents au casting de cette nouvelle saison, dont l'un bénéficiera de la complicité du public, figurent notamment des sportifs, des humoristes, des Youtubeurs,...

**2**

**20.10 SIMON COLEMAN**



**Saison 3 - Ep 5: Mort sur le Green**

Ancien golfeur professionnel, Clément Ogier, 55 ans, entraîne une équipe de jeunes espoirs féminins en vue des championnats de France. Après avoir entraîné Louise de Bricourt, grand espoir du club, il est retrouvé mort dans les vestiaires, tué d'un coup de club de golf. Selon le témoignage de Louise de Bricourt, Clément Ogier s'était disputé avec Marie Lorenzi, une de ses joueuses qui ne s'est pas qualifiée...

**3 VENDREDI**

**20.10 LA BOÎTE À SECRETS**



Faustine Bollaert guide Michèle Torr, Kamel Ouali et Lorie dans l'exploration de leurs parcours respectifs. Le concept dépasse le cadre traditionnel de l'interview pour devenir un véritable rituel de partage authentique. Chaque participant accepte de lever le voile sur des épisodes significatifs de son histoire personnelle. L'animatrice déploie un arsenal de surprises personnalisées, conçues en collaboration étroite avec l'entourage des invités.

**CINE + PREMIER**

**19.50 BACK TO BLACK**



Au début des années 2000, Amy Winehouse (Marisa Abela), une jeune femme au talent musical indéniable, commence à écrire des chansons inspirées par ses expériences personnelles, qu'elle partage avec sa famille et ses amis. Son univers artistique attire rapidement l'attention de Nick Shymansky (Jack O'Connell), un manager de chez Island Records, qui est également un ami de son compagnon, Tyler. En un rien de temps,...

**6**

**20.10 FREE GUY**



Dans la vaste et vibrante métropole de Free City, deux catégories d'individus coexistent : les joueurs portant des lunettes, souvent des héros charismatiques ou des vilains redoutables, et les non-joueurs, des personnages ordinaires comme Guy (Ryan Reynolds), un modeste employé de banque dont la vie se résume à une routine monotone. Tout change le jour où il rencontre Molotov Girl (Jodie Comer), une figure audacieuse qui attire son...

**CINE + FRISSE**

**19.50 MOSO**



Victor, Sam et Jules se réveillent au milieu d'une forêt et constatent qu'ils sont ligotés au sol. C'est l'oeuvre d'Eve qui les accuse d'être responsables de la disparition de sa soeur Iris après la soirée passée tous ensemble la veille. Pour les faire parler, Eve a mis au point un stratagème impressionnant.

**CANAL+**

**20.10 JAMAIS SANS MON PSY**



Damien Leroy (Baptiste Lecaplain), un homme aux prises avec une multitude de phobies, se retrouve dans une situation désespérée, sur le point de sauter par la fenêtre du cabinet de son psychiatre, Olivier Béranger (Christian Clavier). Grâce à l'intervention rapide d'Olivier, Damien est ramené à la raison, mais son psychiatre lui propose une solution inédite : trouver l'amour pour surmonter ses angoisses. Un an plus tard, Olivier, qui s'apprête à célébrer ses trente ans de mariage avec...

**CINE + FAMIZ**

**19.50 NANNY MCPHEE**



Dans une grande et vieille demeure, Monsieur Brown, un veuf désespéré, tente de gérer le quotidien chaotique de ses sept enfants turbulents, qui prennent un plaisir malicieux à faire fuir toutes leurs gouvernantes. La situation devient d'autant plus pressante que Monsieur Brown doit se remarier avant la fin du mois pour éviter que sa tante Adélaïde ne lui coupe les vivres et n'envoie ses rejetons dans une maison de correction. Alors qu'il se débat avec ses...



**FLÉCHÉS N° 9386**

[illegible]

**FLECHES N°9385**

C	A	N	I	C	U	L	E	
O	N		N	I		I		E
N	E	T	T	E	M	E	N	T
V		V	E	L	O	S		R
E	R		R		N		D	E
N	E	O	N		T	R	E	S
A	P	R	E	S		I	D	
B	R		T	O	C		U	R
L	I	T			R	A	V	I
E	S		S	T		E	T	S
	E	M	U		P	R	E	T
F	R	E	R	E	S		S	E

**CROISÉS N°9385**

P	R	E	T	E	N	D	A	N	T
L	A	T	E	X			M	U	R
A	G	R	I	P	P	E	E		I
C	E	I		I	R	C		A	S
I		P	A	R	U	R	E	N	T
D	U	E		A	D	A	G	I	O
I	N	E	R	T	E	S		M	U
T	I		A	I		E	D	E	N
E	T	A	L	O	N		O	S	E
	E	M	A	N	A	N	T		T

## SUDOKU N°9385

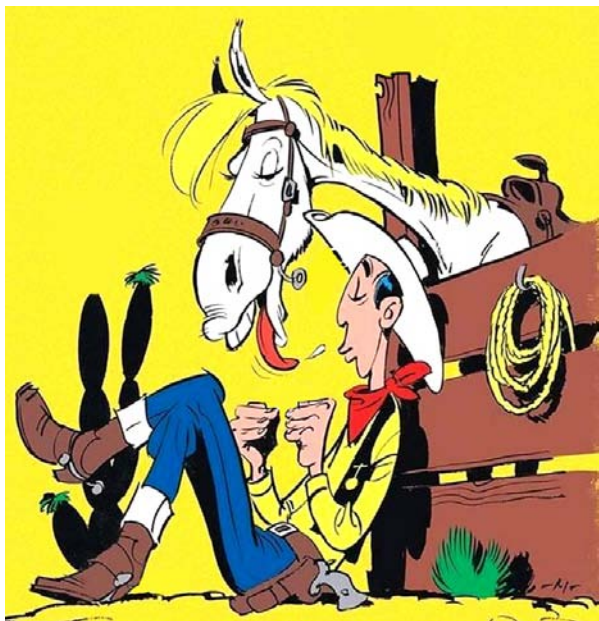
2	1	9	4	6	3	8	5	7
3	4	5	8	7	9	1	2	6
8	6	7	5	1	2	4	3	9
9	2	6	1	5	8	7	4	3
5	8	4	3	9	7	6	1	2
7	3	1	6	2	4	9	8	5
6	9	8	2	4	5	3	7	1
4	7	2	9	3	1	5	6	8
1	5	3	7	8	6	2	9	4

**CODÉS N° 9385**

1	L	2	I	3	C	4	S	5	E	6	R
7	T	8	O	9	U	10	A	11	M	12	X
13	B	14	V	15	D	16	G	17	P	18	F
19	N	20		21		22		23		24	

**FOUILLIS N° 9385:**  
**Taureau (Taux - Rot)**

# 10 ERRORS

[illegible]

1. Bonnes à benêt.
2. Indéfini.
- Antipollution..
3. Banni par le régime.
- Andouiller sur les bords !
4. Mis en quarantaine.
5. Donne l'explication.
- Surface réglée.
- «ET», par exemple !
6. S'emploie avec mesure. Fait l'enfant.
- Encore et encore.
7. Dix de der.
- Donnera la vie.
8. Effectif.
- Ferraille jaune.
9. Points opposés.
- Repris.
- Dans le vent.
10. Juge de touche.
- Pays.

- A. Établissent le bien-fondé.
- B. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne vaut pas un sou !
- C. Forme de société.
- C. Chevrote.
- D. Fort dit.
- E. Bande d'annonce.
- F. Peu dense.
- E. Surprise.
- F. S'est retrouvé dans de très mauvaises affaires.
- G. Figure de proue.
- Note.
- H. Rayonne quand elle est artificielle.
- Possessif.
- I. Partie au ciel.
- Fatiguerent.
- J. Ils la sentent passer.

N	D	C	N	E	P	S	N	I	N	O	C	E	O	F
R	O	O	H	I	S	S	E	R	F	A	M	H	I	C
N	E	N	M	A	A	R	R	E	R	I	C	O	H	V
N	O	N	I	E	R	M	U	N	T	E	R	A	E	E
E	O	T	I	A	A	M	E	N	I	I	L	N	T	R
M	R	I	I	M	H	T	E	D	T	E	E	E	I	U
S	E	N	S	C	I	C	O	U	I	R	R	M	C	S
I	S	A	R	N	E	L	R	R	A	M	E	E	I	S
T	S	G	E	M	E	E	E	T	E	D	Y	S	R	I
I	I	I	U	M	P	T	I	N	I	S	O	S	T	R
D	A	R	O	E	N	O	O	T	L	T	V	I	N	T
N	B	O	L	A	N	M	E	O	T	E	R	L	E	R
A	A	O	F	I	E	R	G	I	S	D	U	U	C	U
B	T	N	A	N	R	A	S	T	A	O	O	X	E	
E	I	P	A	A	N	E	E	U	R	G	F	C	E	M

ABAISSER – ANEMONE – ARRET- BANDITISME  
 – BRUME – CARNET – CENTIME – CHAINON –  
 CHALE – CHARME – CIRER – COULISSE – DOME – ECHO –  
 ELIMINER – EXCENTRICITE – FIORITURE – FLOUER –  
 FOURVOYER – GODET – GRUE – HARAS – INFANTERIE –  
 MAIN - MEDITER- MELODIE – MEURTRISSION – NOTICE –  
 NURSE – ORIGAN – PAIN – PELOTE – SERF – SLOGAN –  
 SOTTISE – TENSION – TERME – TSAR – VENERATION – VESTE

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un conifère.

- Mon 2e est à sezigue.

Mon tout est un oiseau, bon chanteur.

1 A	2 N	3 R	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

9	6	10	10	8	10	7	4	6	
11	15	6	3	1		16	7	2	6
2	6	5			6		9	6	4
2	6	4	4	6	4	6		3	3
8	5	6		13	1	12	1	12	6
6		6	4	6	4	6		7	7
	5		6	2		6	14	6	2
16	6	2	4	7	3		3		4
1	16	7	6	5		1	7	10	
2	6		5	4	1	13	10	6	5
4	3	7		6	4	1	10		1
6		10	6	5		4	6	10	5
	9	11	3		8	5		6	5
9	7	4	3	11	2		11	5	6
1	10		6	5	5	11	3	6	5

**SUDOKU N° 9386**

	8	3	4		9			
5						8		
			5		6			
	9					6	3	
7			6				1	4
1		6	9		8	2		7
			1	4		3	8	
8	5		2				7	9
				9				1

**CODÉS N° 9386**



## La Chine lance un nouveau visa pour les talents de la tech

La Chine a lancé mercredi un nouveau visa destiné aux talents étrangers dans les secteurs des sciences et de la technologie, sur fond de rivalité globale avec les Etats-Unis. La ville de Shanghai, hub technologique et financier, a confirmé l'entrée en vigueur du visa de type K, annoncée en août.

Le visa de type K voit le jour moins de deux semaines après l'annonce par l'administration Trump de frais de 100.000 dollars pour des visas à destination de travailleurs étrangers, scientifiques, ingénieurs ou programmeurs informatiques, venant travailler aux Etats-Unis.

A la différence d'un certain nombre d'autres types de visa chinois, le visa K ne requiert pas d'invitation préalable de la part d'un employeur ou d'une entité nationale, selon les médias d'Etat. Il offre plus de facilités aux détenteurs en ce qui concerne la durée du séjour, la période de validité ou le nombre d'entrées autorisées, avait indiqué l'agence officielle Chine nouvelle en août.

## Indonésie: 91 personnes sous les décombres d'une école effondrée



Des parents en larmes attendaient avec angoisse mercredi des nouvelles de leurs enfants disparus après l'effondrement d'une école islamique sur la grande île de Java, en Indonésie, les sauveteurs qui ont capté des signes de vie estimant qu'environ 91 personnes sont toujours piégées.

L'Agence nationale de gestion des catastrophes a indiqué qu'elle estimait à 91 le nombre de personnes probablement encore ensevelies sous les décombres. Un précédent bilan faisait état de 38 disparus et trois morts.

Deux jours après l'effondrement de l'école Al Khoziny lundi après-midi, des dizaines de parents étaient réunis mercredi près du bâtiment en ruines.

Sur place, Emi Freezer, responsable du contrôle des opérations de l'Agence nationale de recherche et de sauvetage, a indiqué que les sauveteurs ont capté des signes de vie et se concentraient sur la fourniture d'aide aux survivants coincés sous les décombres.

Les équipes de secours ont identifié «15 points d'intervention, dont huit sont noirs et sept rouges», a déclaré M. Emi.

Le code couleur noir fait référence à une absence de réaction ou de signe de vie et le rouge signifie une réaction.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Maroc : morts et blessés parmi des manifestants renversés par des véhicules de la gendarmerie



Des morts et des blessés ont été enregistrés mardi soir dans plusieurs villes du Maroc parmi des manifestants qui réclamaient pacifiquement la fin de la corruption et de l'oppression, lorsque des véhicules de la Gendarmerie royale marocaine

ont renversé plusieurs personnes ayant pris part au mouvement de contestation.

Les manifestants ont scandé des slogans «silma...silma» (pacifique) et ont appelé à lutter contre la corruption et mettre fin à l'oppression, en réclamant une vie digne et décente

pour les citoyens marocains.

Des vidéos circulent sur les réseaux sociaux montrant les forces de sécurité marocaines renverser des manifestants dans les villes de Oujda et d'Aït Amira, théâtre de manifestations nocturnes à l'appel de la jeunesse marocaine pour dénoncer la corruption qui gangrène le pays et réclamer une vie décente.

Malgré le climat de répression et d'arrestation qui a accompagné ces manifestations au cours des trois premiers jours, les appels aux sit-in sont toujours d'actualité et les jeunes continuent de sortir pour faire entendre leurs revendications sous la conduite du mouvement «Génération Z», scandant notamment des slogans sociaux tels que le droit à l'éducation, à la santé et à l'emploi.

Les manifestations pacifiques connaissent actuellement une forte augmentation dans plusieurs villes marocaines, notamment Aït Amira, Khénifra, Agadir, Al Hoceima, Oujda et Marrakech.

## Philippines : les secours rapportent «jusqu'à 60 morts» après un violent séisme

La Chine a lancé mercredi un nouveau visa destiné aux talents étrangers dans les secteurs des sciences et de la technologie, sur fond de rivalité globale avec les Etats-Unis. La ville de Shanghai, hub technologique et financier, a confirmé l'entrée en vigueur du visa de type K, annoncée en août. Le visa de type K voit le jour moins de deux semaines après l'annonce par l'administration Trump de frais de 100.000 dollars pour des visas à destination de travailleurs étrangers,

scientifiques, ingénieurs ou programmeurs informatiques, venant travailler aux Etats-Unis. A la différence d'un certain nombre d'autres types de visa chinois, le visa K ne requiert pas d'invitation préalable de la part d'un employeur ou d'une entité nationale, selon les médias d'Etat. Il offre plus de facilités aux détenteurs en ce qui concerne la durée du séjour, la période de validité ou le nombre d'entrées autorisées, avait indiqué l'agence officielle Chine nouvelle en août.



## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### L'ÉCOLE ENTRE LA FICTION ET LE RÉEL

Elles se sont intégrées avec une facilité déconcertante dans la révolution informatique pour se détacher de bien des cultures et comportements parentaux et des environnements sociétaux au sein desquels elles sont nées.

Douze millions d'enfants algériens ont rué sur l'école cette rentrée. Soit le tiers de la population. On ignore encore le nombre qui arrivera l'année prochaine. Mais on se doute du poids conséquent qu'auront à supporter année après année les autorités. Le cadre scolaire ne se limite pas à la prise en charge de la scolarité de millions d'enfants et d'adolescents. La

logistique obligatoire attenante vire presque à l'effarement. Infrastructures sans cesse en multiplication et forces appropriées humaines constituent un autre lot d'exigences à assumer. Dès lors s'imposera un temps où l'éducation scolaire adoptera un nouveau profil pour s'adapter sûrement à une révolution mondiale qui s'opère déjà lentement. Le suivi parental, l'enseignement du savoir sur la table de cuisine ou dans la chambre d'enfant remplaceront les pupitres des écoles et les tables des classes.

L'éducation scolaire changera de profil pour ne demeurer qu'un doux souvenir.

Immanquablement, les nouvelles mœurs et les énormes contraintes économiques poussant, les générations du futur sont happées par le développement technologique et par un autre mode de vie.

## Manifestations aujourd'hui à Paris



Près de 5.000 membres des forces de l'ordre seront déployés à Paris jeudi afin de sécuriser une nouvelle journée de mobilisation intersyndicale, a affirmé mercredi Laurent Nuñez, le préfet de police de la capitale française.

«On aura un dispositif très conséquent: plusieurs milliers de fonctionnaires de police, de militaires de la gendarmerie, de forces de sécurité intérieure, on sera autour de 5.000», a assuré M. Nuñez sur la chaîne TF1.

Dans le cadre de cette deuxième journée de mobilisation à l'appel de l'intersyndicale - la troisième depuis la rentrée en incluant la journée d'actions sous le mot d'ordre «Bloquons tout» du 10 septembre -, un cortège doit défiler à Paris à partir de 14H00.